

Ivry-sur-Seine, le 2 juin 2021

Pôle Développement des
pratiques - Service des
Equipements sportifs

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DU SPORT

à

Dossier suivi par :

**MESDAMES ET MESSIEURS LES DELEGUE(E)S TERRITORIAUX(ALES)
MESDAMES ET MESSIEURS LES DELEGUE(E)S TERRITORIAUX(ALES)
ADJOINT(E)S DE L'AGENCE NATIONALE DU SPORT**

Valérie Saplana :

01 53 82 74 51
07 63 04 44 83

Pour information, à :

Déborah Sicsic :

01 53 82 74 52
07 61 66 16 05

**MESDAMES ET MESSIEURS LES RECTEURS(TRICE)S DE REGION
ACADEMIQUE ET LES RECTEURS(TRICE)S D'ACADEMIE
MESDAMES ET MESSIEURS LES PREFET(E)S DE DEPARTEMENT
MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEUR(RICE)S DES SERVICES
DEPARTEMENTAUX DE L'EDUCATION NATIONALE
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU COMITÉ NATIONAL OLYMPIQUE ET
SPORTIF FRANÇAIS**

Pierre Chastroux :

01 53 82 74 53
07 61 75 78 87

**MADAME LA PRÉSIDENTE DU COMITÉ PARALYMPIQUE ET SPORTIF
FRANÇAIS**

Marie Renaud :

01 53 82 74 54
07 61 66 16 76

**MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉSIDENT(E)S DES FÉDÉRATIONS
SPORTIVES FRANÇAISES**

Guillaume Schwab :

01 53 82 74 50
07 63 73 98 48

**MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEUR(RICE)S DE CREPS
MESDAMES ET MESSIEURS LES DIRECTEUR(RICE)S TECHNIQUES
NATIONAUX**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES RECTEURS(TRICE)S D'ACADEMIE
MESSIEURS LES PRÉSIDENTS DES ASSOCIATIONS DES MAIRES DE
FRANCE, DES RÉGIONS DE FRANCE, DE L'ASSEMBLÉE DES
DÉPARTEMENTS DE FRANCE, DE FRANCE URBAINE ET DE L'ANDES
MESDAMES ET MESSIEURS LES PRÉSIDENT(E)S DES CONSEILS
REGIONAUX**

**MESDAMES ET MESSIEURS LES REPRÉSENTANT(E)S DU MONDE
ÉCONOMIQUE**

Note N°2021-ES-02

Objet : Politique de l'Agence en faveur des équipements sportifs des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) pour l'année 2021

Pièces jointes :

Annexe 1 : Fiches détaillées par enveloppe des critères et conditions d'éligibilité des projets

Annexe 2 : Répartition des crédits du plan de rattrapage des équipements sportifs en QPV métropolitains hors Corse

Annexe 3 : Liste des 100 QPV ultra carencés, des quartiers éligibles au NPNRU, des quartiers de reconquête républicaine et des cités éducatives prioritaires

Annexe 4 : Règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement

Annexe 5 : Formulaires de demande de subvention & pièces constitutives du dossier : 1. National - 2. Régional

La présente note a pour objet de préciser la mise en œuvre des orientations de la politique de l'Agence nationale du Sport relative au plan de rattrapage en faveur des équipements sportifs en QPV pour l'année 2021.

I. PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA POLITIQUE DE LA VILLE

Dans le cadre du Comité Interministériel à la Ville du 29 janvier 2021, le Gouvernement a pris de nouveaux engagements concernant les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et a annoncé un plan de rattrapage en matière d'équipements sportifs dans ces quartiers.

Ce plan a pour objectif d'amplifier le soutien aux QPV par le financement de projets de construction et de rénovation de leurs équipements sportifs. A l'occasion d'une prochaine loi de finances rectificative, 30 millions d'euros supplémentaires seront ainsi attribués, pour l'année 2021, à l'Agence nationale du Sport, destinés à financer des équipements sportifs situés dans ou à proximité immédiate des QPV.

L'action de l'Agence nationale du Sport s'inscrit dans le cadre d'un travail partenarial mené avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT), en raison de leur connaissance approfondie de la situation de ces quartiers particulièrement fragilisés que sont les QPV et de leur soutien aux collectivités dans l'accompagnement de la mise en œuvre de leurs projets de rénovation urbaine.

Dans ce cadre, l'ANRU accompagnera l'amplification des projets de renouvellement urbain des quartiers éligibles au NPNRU conformément aux orientations fixées par son Conseil d'administration à la suite du CIV, par un financement complémentaire à celui mobilisé par l'Agence nationale du Sport ou par un financement d'autres équipements sportifs à réaliser au-delà de l'échéance de cet appel à projet.

Il s'agit, dans ces territoires particulièrement vulnérables et carencés, de mener une action renforcée afin de développer les différentes dimensions du sport, notamment sanitaire, éducative, sociale et sociétale.

Voté lors du Conseil d'administration du 14 décembre 2020 et modifié le 11 mars 2021, le budget de la part équipement pour l'année 2021 était de 86 M€ en autorisations d'engagement hors volet haut niveau/haute performance. **Ces 30 M€ supplémentaires actés par le Comité interministériel à la ville porteront donc le budget de la part Equipement pour le développement des pratiques à 116 M€.**

Cette évolution du budget en matière de politique de la ville sera soumise au Conseil d'administration du 15 juin 2021 afin de valider cet engagement, de porter la capacité d'engagement de l'Agence de 86 M€ à 116 M€ et d'acter le principe de répartition de cette somme selon les modalités suivantes :

- **10 M€ gérés au niveau national dans le cadre d'une nouvelle enveloppe dédiée aux projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs dans ou à proximité immédiate de QPV situés dans 4 territoires démonstrateurs particulièrement vulnérables, identifiés en relation avec l'ANRU ;**
- **20 M€ gérés au niveau régional dans le cadre d'une nouvelle enveloppe dédiée exclusivement aux projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs situés dans ou à proximité immédiate de QPV métropolitains hors Corse.**

II. REPARTITION DES FINANCEMENTS COMPLEMENTAIRES 2021

II.1 : FINANCEMENTS GERES AU NIVEAU NATIONAL

A) Plan de rattrapage des équipements sportifs en QPV des territoires démonstrateurs : 10 M€

L'Agence nationale du Sport a mené un travail technique avec l'ANRU tenant compte de caractéristiques socio-économiques de QPV situés dans des communes particulièrement fragilisées où le taux d'équipements sportifs est très inférieur à la moyenne nationale et présentant des caractéristiques communes (projet de renouvellement urbain financé par l'ANRU, cités éducatives, quartiers de reconquête républicaine).

Les territoires démonstrateurs suivants ont ainsi été identifiés pour bénéficier prioritairement de ce dispositif :

- Marseille (13) – Quartiers Nord (13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements)
- Roubaix (59)
- Grigny (91)
- Sarcelles (95)

Les 10 M€ de cette enveloppe seront répartis entre les projets de construction ou de rénovation d'équipements sportifs situés dans ou à proximité immédiate des QPV des territoires mentionnés ci-dessus.

Les projets déposés au titre de cette enveloppe ne pourront pas faire l'objet d'un financement au titre de l'enveloppe CIV 2021 régionalisée ni au titre des enveloppes nationales.

B) Instruction des dossiers

L'Agence nationale du Sport en lien avec les services déconcentrés de l'Etat en charge des sports et l'ANRU, prendra contact avec chacune des collectivités concernées afin d'identifier les projets sportifs potentiels et leur niveau de maturité.

A l'issue de cette analyse et de l'identification des projets pouvant faire l'objet d'une subvention, les porteurs de projet pourront prendre l'attache des services déconcentrés de l'Etat en charge des sports de leur département (SDJES) ou région (DRAJES) afin de déposer leurs dossiers de demande de subvention.

Les services déconcentrés instruiront les dossiers de demande de subvention déposés par les porteurs de projets, vérifieront la conformité des pièces fournies ainsi que la complétude des dossiers au regard des critères et conditions d'éligibilité des projets figurant en annexe 1, et renseigneront la base SES. Ils scanneront les documents et les transmettront au Service des Equipements sportifs de l'Agence par voie électronique. Ils renseigneront également les fichiers Excel qui leur seront transmis par le Service des Equipements sportifs de l'Agence nationale du Sport. **Ces fichiers ne pourront être modifiés et doivent être intégralement renseignés.**

Ils pourront s'appuyer sur les services de la délégation territoriale de l'ANRU dans le département (DDT, UD-DRHIL) pour toute question relative à l'articulation avec le projet de renouvellement urbain.

Les services déconcentrés transmettront dans les 2 mois à compter de la réception d'un dossier éligible, conforme et complet un accusé de réception au porteur de projet qui permettra à ce dernier de commencer les travaux, le cas échéant.

Les dossiers complets de demandes de subvention seront ensuite transmis à l'Agence nationale du sport **au fil de l'eau et au plus tard le 30 septembre de l'année en cours.**

Les dossiers seront examinés par une commission technique CIV-Sport composée de représentants de l'Agence nationale du Sport, de l'ANRU et de l'ANCT.

Les bénéficiaires et les montants de subventions proposés seront validés par le Directeur général de l'Agence, ou par délibération du Conseil d'administration selon le montant de la subvention envisagée.

Les décisions et conventions de financements sont notifiées par l'Agence aux bénéficiaires.

Le paiement des subventions d'équipement sportif est opéré par l'agence comptable du groupement au vu des pièces justificatives déposées par le porteur de projet et transmises par le délégué territorial à l'Agence. Les conditions de paiement sont précisées dans le règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement (annexe 4).

II.2 : FINANCEMENTS GERES AU NIVEAU REGIONAL

A) Plan de rattrapage des équipements sportifs en QPV métropolitains hors Corse : 20 M€

Ces 20 M€ sont exclusivement destinés aux projets de construction et de rénovation d'équipements structurants et d'équipements de proximité en accès libre situés dans ou à proximité des QPV. Ils doivent permettre de subventionner de nouveaux projets ainsi que des dossiers déjà déposés qui n'auraient pu être soutenus par manque de budget.

Ces crédits ne doivent pas conduire à exclure le financement de projets en QPV dans le cadre de l'enveloppe des équipements de niveau local qui peut continuer à être mobilisée, entre autres, pour les projets en QPV.

La répartition des crédits entre les différentes régions métropolitaines hors Corse figure en annexe 2.

Les projets déposés au titre de cette enveloppe ne pourront pas faire l'objet d'un financement au titre des autres enveloppes 2021.

B) Instruction des dossiers

Les services déconcentrés instruiront les dossiers de demande de subvention déposés par les porteurs de projets, vérifieront la conformité des pièces fournies ainsi que la complétude des dossiers au regard des critères et conditions d'éligibilité des projets figurant en annexe 1, et renseigneront la base SES. Ils renseigneront également les fichiers Excel qui leur seront transmis par le Service des Equipements sportifs de l'Agence nationale du Sport. **Ces fichiers ne pourront être modifiés et doivent être intégralement renseignés.**

Les services de la délégation territoriale de l'ANRU dans le département (DDT, UD-DRIHL) pourront être sollicités pour toute question relative à l'articulation avec le projet de renouvellement urbain.

Les services déconcentrés transmettront dans les 2 mois à compter de la réception d'un dossier éligible, conforme et complet un accusé de réception au porteur de projet qui permettra à ce dernier de commencer les travaux, le cas échéant.

Les nouveaux dossiers seront déposés avant la date limite fixée par les SDJES ou DRAJES avec l'objectif d'attribution des crédits alloués à chaque délégué territorial et de transmission d'un exemplaire original des décisions ou des conventions de financement signées par les parties, accompagné d'un exemplaire du dossier de demande de subvention, **avant le 30 septembre 2021, terme de rigueur.**

Les bénéficiaires au titre de ces deux enveloppes sont :

- les collectivités territoriales et leurs groupements. La demande de subvention pourra être déposée par le bénéficiaire de la subvention ou par son mandataire (collectivité territoriale ou société dont le capital est détenu majoritairement par des personnes publiques, CREPS, SEM, SPL...) agissant au nom et pour le compte du bénéficiaire dans le cadre d'une convention de mandat.
- les fédérations sportives, les associations sportives ainsi que les groupements d'intérêt public qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives sont également éligibles.

Ces 2 enveloppes font l'objet des fiches détaillées en annexe 1 qui fixent les conditions d'éligibilité et d'accès au financement des équipements sportifs concernés conformément au règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement en vigueur de l'Agence nationale du Sport (annexe 4).

Pour ces enveloppes, **les formulaires de demande de subvention mis à jour**, figurant en annexe 5 et **comprenant la liste des pièces constitutives du dossier de demande de subvention**, seront téléchargeables depuis la base SES à la rubrique « Gestion documentaire » et depuis le site de l'Agence nationale du Sport (document PDF) : <http://www.agencedusport.fr/Subventions-equipements-264>.

III – ENVELOPPE DES EQUIPEMENTS DE NIVEAU LOCAL : PROLONGEMENT DE L'APPEL A PROJETS RELATIFS AUX EQUIPEMENTS ENTRANT DANS UNE STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT SPORTIF SPECIFIQUE DE L'ENVELOPPE DES EQUIPEMENTS DE NIVEAU LOCAL

Le délai d'instruction des dossiers de demandes de subvention pour des projets d'équipements entrant dans une stratégie de développement sportif spécifique mentionné au II-1-B de la note de service N°2021-ES-01 – Développement des pratiques du 25 février 2021, est prolongé jusqu'au 31 août 2021. Les dossiers faisant l'objet d'un accusé de réception de dossiers éligibles et complets peuvent être transmis au fil de l'eau à l'Agence, accompagnés des documents mentionnés au II-1-B de ladite note de service.

Le Directeur général de l'Agence nationale du Sport



Frédéric SANAUR

ANNEXE 1

**FICHES PAR ENVELOPPE FIXANT LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET D'ACCES AU
FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS CONCERNES**

CREDITS GERES AU NIVEAU NATIONAL

**PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN QPV
DES TERRITOIRES DEMONSTRATEURS
Crédits nationaux**

- **Types d'équipements éligibles**

- Les équipements structurants : pour ces équipements, les porteurs de projets doivent s'engager à garantir l'accès de l'équipement aux clubs ou associations sportives conformément à l'article 2.3 du Règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement sportif de l'Agence.
 - Les piscines (tous types, mobiles ou non)
 - Les salles multisports (gymnases dotés d'équipements dédiés à la pratique sportive fédérale)
 - Les autres types d'équipements sportifs spécialisés destinés à la pratique sportive en club (dojo, terrain de grands jeux, structure artificielle d'escalade, stade d'eaux vives, etc.)
- Les équipements de proximité en accès libre mobiles ou non (à caractère non commercial) : terrains de basket 3x3, plateaux multisports ou de fitness, parcours de santé, skate-park, etc. Les plateaux de fitness, pour être éligibles, devront garantir la pratique féminine notamment par le choix des types de modules et leur hauteur, l'éclairage et la sécurité de l'équipement.

- **Nature des travaux éligibles**

- Les travaux de construction d'équipements sportifs neufs
- Les rénovations lourdes d'équipements structurants incluant la mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap pour les équipements structurants
- Les rénovations d'équipements sportifs de proximité en accès libre (changement du revêtement au sol, remplacement et/ou ajout d'agrès)

- **Etat d'avancement du projet**

Les projets de construction ou de rénovation lourde d'équipements structurants devront être présentés a minima au stade de l'avant-projet détaillé (APD) pour être éligibles.

- **Territoires éligibles**

Les QPV et leurs environs immédiats des territoires mentionnés au II.1.A.

- **Taux maximal de subventionnement** : le taux pourra atteindre 80 % maximum du montant subventionnable.
- **Seuil minimal de demande de subvention** : 10 000 €
- **Apport minimal du porteur de projet** : 20 % minimum du coût total de l'opération, les apports privés pouvant être inclus dans la participation du porteur de projet, sauf exception relevant de l'article 9 de la Loi L 111-10 du CGCT relatif aux quartiers NPNRU.

ANNEXE 1

**FICHES PAR ENVELOPPE FIXANT LES CONDITIONS D'ELIGIBILITE ET D'ACCES AU
FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS CONCERNES**

CREDITS GERES AU NIVEAU REGIONAL

**PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS
EN QPV METROPOLITAINS HORS CORSE :
EQUIPEMENTS DE PROXIMITE EN ACCES LIBRE
Crédits régionalisés**

- **Types d'équipements éligibles**

- Les équipements de proximité en accès libre mobiles ou non (à caractère non commercial) : terrains de basket 3x3, plateaux multisports, plateaux de fitness, parcours de santé, skate-park, etc.

Les plateaux de fitness, pour être éligibles, devront garantir la pratique féminine notamment par le choix des types de modules et leur hauteur, l'éclairage et la sécurité de l'équipement

- **Nature des travaux éligibles**

- La réalisation d'équipements sportifs neufs ;
- Les rénovations d'équipements sportifs (changement du revêtement au sol, remplacement et/ou ajout d'agrès) ;

- **Territoires éligibles**

Les QPV et leurs environs immédiats des régions métropolitaines hors Corse

- **Taux maximal de subventionnement** : 50 % du montant subventionnable

- **Plafond du montant subventionnable par équipement** : 200 000 €

- **Seuil minimal de demande de subvention** : 10 000 €

- **Apport minimal du porteur de projet** : 20 % minimum du coût total de l'opération, les apports privés pouvant être inclus dans la participation du porteur de projet, sauf exception relevant de l'article 9 de la Loi L 111-10 du CGCT relatif aux quartiers NPNRU.

- **Projets prioritaires** (liste des territoires concernés en annexe 3)

- Projets situés au sein ou à proximité des 100 QPV prioritaires
- Projets situés dans des quartiers en convention de renouvellement avec l'ANRU
- Projets situés dans un quartier de reconquête républicaine
- Projets situés dans une commune dans laquelle existe une cité éducative

**PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS
EN QPV METROPOLITAINS HORS CORSE :
EQUIPEMENTS STRUCTURANTS
Crédits régionalisés**

- **Types d'équipements éligibles**

- Les salles multisports (gymnases dotés d'équipements dédiés à la pratique sportive fédérale)
- Les autres types d'équipements sportifs spécialisés destinés à la pratique sportive en club (stade d'eaux vives, dojo, structure artificielle d'escalade, terrain de grands jeux, etc.)

Les piscines ne sont pas éligibles au titre de cette enveloppe.

Les porteurs de projets doivent s'engager à garantir l'accès de l'équipement aux clubs ou associations sportives conformément à l'article 2.3 du Règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement sportif de l'Agence.

- **Nature des travaux éligibles**

- Les travaux de construction d'équipements sportifs neufs
- Les rénovations lourdes et structurantes incluant la mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap

- **Etat d'avancement du projet**

Les projets de construction ou de rénovation lourde d'équipements structurants devront être présentés a minima au stade de l'avant-projet détaillé (APD) pour être éligibles.

- **Territoires éligibles**

Les QPV et leurs environs immédiats des régions métropolitaines hors Corse

- **Taux maximal de subventionnement : 20 % du montant subventionnable**

- **Seuil minimal de demande de subvention : 10 000 €**

- **Apport minimal du porteur de projet : 20 % minimum du coût total de l'opération, les apports privés pouvant être inclus dans la participation du porteur de projet, sauf exception relevant de l'article 9 de la Loi L 111-10 du CGCT relatif aux quartiers NPNRU.**

- **Projets prioritaires (liste des territoires concernés en annexe 3)**

- Projets situés au sein ou à proximité des 100 QPV prioritaires
- Projets situés dans des quartiers en convention de renouvellement avec l'ANRU
- Projets situés dans un quartier de reconquête républicaine
- Projets situés dans une commune dans laquelle existe une cité éducative

ANNEXE 2

REPARTITION PAR REGION METROPOLITAINE HORS CORSE DES 20 M€ DU PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN QPV

**REPARTITION PAR REGION METROPOLITAINE HORS CORSE DES 20 M€
DU PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN QPV**

| Régions | Population des QPV par région | Crédits CIV régionalisés 2021 |
|-----------------------------------|--|--|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 411 430 | 1 700 000 € |
| Bourgogne-Franche-Comté | 149 803 | 619 000 € |
| Bretagne | 89 040 | 368 000 € |
| Centre-Val de Loire | 157 066 | 649 000 € |
| Grand Est | 397 680 | 1 643 000 € |
| Hauts-de-France | 667 970 | 2 759 000 € |
| Île-de-France | 1 546 031 | 6 386 000 € |
| Normandie | 194 425 | 803 000 € |
| Nouvelle-Aquitaine | 209 287 | 864 000 € |
| Occitanie | 358 011 | 1 479 000 € |
| Pays de la Loire | 149 835 | 618 000 € |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 511 191 | 2 112 000 € |
| Total Métropole hors Corse | 4 841 769 | 20 000 000 € |

Source : Données population en QPV 2013 : www.sig-ville.fr

ANNEXE 3

LISTE DES 100 QPV ULTRA CARENCES

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|----------------------------------|--------------------------------|
| 001 | QP001006 | La Plaine - La Forge | Oyonnax |
| 002 | QP002015 | Route De Vivières | Villers-Cotterêts |
| 006 | QP006006 | Les Fleurs De Grasse | Grasse |
| 006 | QP006013 | Paillon | Nice |
| 010 | QP010004 | Debussy | Pont-Sainte-Marie |
| 012 | QP012002 | La Bastide | Villefranche-de-Rouergue |
| 013 | QP013062 | La Carraire | Miramas |
| 013 | QP013025 | Les Comtes | Port-de-Bouc |
| 013 | QP013020 | Le Charrel | Aubagne |
| 013 | QP013029 | Les Canourgues | Salon-de-Provence |
| 013 | QP013012 | Le Trébon | Arles |
| 013 | QP013064 | La Soude Bengale | Marseille 9ème arrondissement |
| 013 | QP013009 | La Capelette | Marseille 10ème arrondissement |
| 013 | QP013007 | La Gavotte - Peyret | Septèmes-les-Vallons |
| 013 | QP013004 | Notre-Dame | Gardanne |
| 013 | QP013046 | La Marie | Marseille 13ème arrondissement |
| 013 | QP013034 | La Cayolle | Marseille 9ème arrondissement |
| 013 | QP013027 | Centre Historique | Orgon |
| 013 | QP013003 | Saint Henri | Marseille 16ème arrondissement |
| 014 | QP014009 | Hauteville | Lisieux |
| 022 | QP022002 | Ker Uhel | Lannion |
| 025 | QP025009 | Les Fougères | Grand-Charmont |
| 026 | QP026004 | Centre Ancien | Montélimar |
| 027 | QP027001 | Valmeux - Blanchères | Vernon |
| 029 | QP029001 | Kerandon | Concarneau |
| 030 | QP030017 | Trescol - La Levade | La Grand-Combe |
| 030 | QP030018 | Quartier Prioritaire D'Uzès | Uzès |
| 034 | QP034008 | Cévennes | Montpellier |
| 037 | QP037010 | Maryse Bastié | Tours |
| 037 | QP037008 | Europe | Tours |
| 038 | QP038021 | Barbières | Chasse-sur-Rhône |
| 038 | QP038012 | Brunetière | Voiron |
| 042 | QP042009 | Centre-Ville | Saint-Chamond |
| 042 | QP042007 | Grand Pont | Rive-de-Gier |
| 045 | QP045019 | Saint Aignan | Pithiviers |
| 045 | QP045008 | Lignerolles | Fleury-les-Aubrais |
| 054 | QP054007 | Quartier La Penotte | Frouard |
| 054 | QP054003 | Concorde | Herserange |
| 057 | QP057009 | Quartier Terrasses Des Provinces | Yutz |
| 058 | QP058001 | Grande Pâturage - Les Montôts | Nevers |
| 059 | QP059091 | Centralité De Beaulieu | Wattrelos |
| 059 | QP059086 | Virolois | Tourcoing |
| 059 | QP059017 | Provinces Françaises | Maubeuge |
| 059 | QP059010 | Haut Terroir - Le Vivier | Waziers |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|---|
| 059 | QP059034 | Quartier Prioritaire d'Aniche | Aniche, Auberchicourt |
| 059 | QP059054 | Gambetta | Lourches, Denain, Escaudain |
| 059 | QP059045 | Cité Des Bois | Ostricourt |
| 059 | QP059023 | Centre-Ville | Condé-sur-l'Escaut |
| 059 | QP059001 | Quartier Prioritaire De Hornaing | Hornaing |
| 059 | QP059019 | Quartier Intercommunal Sous-Le Bois Montplaisir Rue D'Hautmont | Hautmont, Louvroil, Maubeuge, Neuf-Mesnil |
| 059 | QP059012 | Quartier Du Village | Ferrière-la-Grande |
| 059 | QP059006 | Frais Marais | Douai, Waziers |
| 060 | QP060013 | Quartier De La Nacre | Méru |
| 060 | QP060005 | Belle Vue Belle Visée | Villers-Saint-Paul |
| 060 | QP060006 | Vivier Corax | Compiègne |
| 061 | QP061004 | Saint Sauveur | Flers |
| 061 | QP061001 | Les Provinces | Argentan |
| 062 | QP062006 | Quartier Rimbart | Auchel, Burbure |
| 062 | QP062007 | Quartier Du Regain | Barlin, Hersin-Coupigny |
| 062 | QP062040 | Cornuault | Évin-Malmaison, Ostricourt |
| 062 | QP062037 | Quai Du commerce - Saint Sépulcre | Saint-Omer |
| 067 | QP067007 | Quartier Prioritaire De Lingolsheim | Lingolsheim |
| 067 | QP067010 | Molkenbronn | Strasbourg |
| 067 | QP067019 | Ampère | Strasbourg |
| 068 | QP068009 | Quartier De La Gare | Saint-Louis |
| 069 | QP069027 | Le Mathiolan | Meyzieu |
| 069 | QP069003 | La Source | Neuville-sur-Saône |
| 069 | QP069031 | Bel Air | Saint-Priest |
| 069 | QP069026 | Prainet | Décines-Charpieu |
| 069 | QP069007 | Béligny | Villefranche-sur-Saône |
| 069 | QP069011 | Terraillon - Chenier | Bron, Vaulx-en-Velin |
| 071 | QP071009 | Le Tennis | Le Creusot |
| 074 | QP074004 | Collonges Sainte-Hélène | Thonon-les-Bains |
| 074 | QP074002 | Le Chalet - Helvetia Park | Gaillard |
| 076 | QP076028 | Parc Du Ramponneau | Fécamp |
| 077 | QP077018 | Anne Franck | Ozoir-la-Ferrière |
| 077 | QP077020 | Mont Saint Martin | Nemours |
| 077 | QP077011 | Les Mezereaux | Melun |
| 077 | QP077007 | Le Mail | Torcy |
| 077 | QP077002 | La Grande Prairie | Chelles |
| 077 | QP077021 | Quartier République Vilvaudé | Villeparisis |
| 078 | QP078006 | Merisiers-Plaine De Neauphle | Trappes |
| 078 | QP078019 | Beauregard | Poissy |
| 078 | QP078002 | Merisiers Plaisances | Mantes-la-Ville |
| 078 | QP078010 | Fleurs | Carrières-sous-Poissy |
| 078 | QP078012 | Cité Du Parc | Vernouillet |
| 078 | QP078017 | Valibout | Plaisir |
| 083 | QP083017 | Le Jonquet- La Baume- Le Guynemer | Toulon |
| 083 | QP083012 | Pontcarral | Toulon |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|---|--------------------|
| 084 | QP084015 | Quartier De Chaffunes | Sorgues |
| 084 | QP084017 | Centre Ancien Et Quartier De Saint Michel | Apt |
| 084 | QP084011 | Quintine - Villemarie - Ubac - Le Parc | Carpentras |
| 091 | QP091006 | Quartier Ouest | Les Ulis |
| 091 | QP091012 | Plaine - Cinéastes | Épinay-sous-Sénart |
| 093 | QP093037 | Plaine - Landy - Bailly | Saint-Denis |
| 093 | QP093050 | Rougemont | Sevran |
| 094 | QP094034 | Les Grands Champs | Thiais |
| 095 | QP095036 | Rosiers Chantepie | Sarcelles |
| 095 | QP095006 | Val d'Argent Sud | Argenteuil |
| 095 | QP095040 | Le Village | Persan |

LISTE DES QPV ELIGIBLES AU NPNRU

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|--|
| 001 | QP001001 | Grande Reyssouze Terre Des Fleurs | Bourg-en-Bresse |
| 001 | QP001005 | Les Courbes De L'Albarine | Ambérieu-en-Bugey |
| 001 | QP001006 | La Plaine - La Forge | Oyonnax |
| 001 | QP001007 | Pré Des Saules | Bellignat |
| 002 | QP002017 | Vaucrises | Château-Thierry |
| 002 | QP002001 | Europe | Saint-Quentin |
| 002 | QP002004 | Vermandois | Saint-Quentin |
| 002 | QP002012 | Saint-Crépin Ouest | Soissons |
| 003 | QP003004 | Rive Gauche | Montluçon |
| 003 | QP003001 | Cœur D'Agglo | Vichy, Cusset |
| 004 | QP004003 | Arc Serrets - Plantiers - Aliziers | Manosque |
| 005 | QP005001 | Haut - Gap | Gap |
| 006 | QP006003 | Ranguin-Frayère | Cannes, Le Cannet |
| 006 | QP006005 | Grand Centre | Grasse |
| 006 | QP006010 | Les Moulins - Le Point Du Jour | Nice, Saint-Laurent-du-Var |
| 006 | QP006014 | Ariane - Le Manoir | Nice, Saint-André-de-la-Roche |
| 006 | QP006013 | Paillon | Nice |
| 007 | QP007002 | Cœur De Ville | Le Teil |
| 008 | QP008008 | Cœur De Vie | Rethel |
| 009 | QP009002 | Centre Ancien | Foix |
| 009 | QP009003 | Centre Ancien - La Gloriette | Pamiers |
| 010 | QP010007 | Jules Guesde | Troyes |
| 010 | QP010003 | Chantereigne Montvilliers Beau-Toquat | La Chapelle-Saint-Luc, Les Noës-près-Troyes, Troyes |
| 011 | QP011007 | Narbonne Ouest | Narbonne |
| 013 | QP013011 | Barriol | Arles |
| 013 | QP013013 | Centre Historique - Ferrages | Tarascon |
| 013 | QP013024 | Les Aigues Douces | Port-de-Bouc |
| 013 | QP013032 | Centre-Ville Canet Arnavaux Jean Jaurès | Marseille 3ème arrondissement, Marseille 1er arrondissement, Marseille 2ème arrondissement |
| 013 | QP013038 | Air Bel | Marseille 11ème arrondissement, Marseille 12ème arrondissement, Marseille 10 ^{ème} arrondissement |
| 013 | QP013042 | Malpassé Corot | Marseille 13ème arrondissement |
| 013 | QP013044 | Frais Vallon Le Clos La Rose | Marseille 13ème arrondissement |
| 013 | QP013049 | Bon Secours Les Rosiers Marine Bleue Grand Saint Barthélémy Saint Jérôme | Marseille 14ème arrondissement, Marseille 13ème arrondissement |
| 013 | QP013051 | La Castellane La Bricarde Plan D'Aou Saint Antoine | Marseille 15ème arrondissement, Marseille 16ème arrondissement |
| 013 | QP013055 | Kalliste La Granière La Solidarité | Marseille 15ème arrondissement |
| 013 | QP013056 | La Savine | Marseille 15ème arrondissement |
| 013 | QP013058 | La Cabucelle | Marseille 15ème arrondissement, Marseille 2ème arrondissement |
| 013 | QP013063 | La Maille | Miramas |
| 013 | QP013016 | Encagnane | Aix-en-Provence |
| 013 | QP013018 | Secteur Centre | Vitrolles |
| 013 | QP013021 | Mas de Pouane | Martigues |
| 013 | QP013025 | Les Comtes | Port-de-Bouc |
| 013 | QP013029 | Les Canourgues | Salon-de-Provence |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|---|--|
| 013 | QP013059 | La Visitation - Bassens | Marseille 14ème arrondissement, Marseille 15ème arrondissement |
| 013 | QP013053 | La Calade Campagne Lévêque | Marseille 15ème arrondissement |
| 013 | QP013054 | Les Aygalades | Marseille 15ème arrondissement |
| 013 | QP013057 | Les Tilleuls La Maurelette | Marseille 15ème arrondissement |
| 013 | QP013052 | Consolat Ruisseau Mirabeau | Marseille 15ème arrondissement, Marseille 16ème arrondissement |
| 014 | QP014009 | Hauteville | Lisieux |
| 014 | QP014008 | Canteloup - Marronniers - Honfleur | Honfleur |
| 014 | QP014001 | Chemin Vert | Caen |
| 015 | QP015001 | Aurillac Sud | Aurillac |
| 016 | QP016003 | Bel Air - La Grand Font | Angoulême |
| 016 | QP016004 | L'Etang Des Moines | La Couronne |
| 017 | QP017002 | Villeneuve-Les-Salines | La Rochelle |
| 018 | QP018001 | Bourges Nord | Bourges |
| 018 | QP018004 | Clos Du Roy - Centre-Ville - Vierzon | Vierzon |
| 019 | QP019003 | Les Chapélies | Brive-la-Gaillarde |
| 019 | QP019001 | Rivet | Brive-la-Gaillarde |
| 019 | QP019002 | Tujac | Brive-la-Gaillarde |
| 021 | QP021002 | Le Mail | Chenôve |
| 021 | QP021003 | Fontaine D'Ouche | Dijon |
| 022 | QP022003 | Iroise | Ploufragan |
| 022 | QP022005 | Le Plateau - Europe - Balzac | Saint-Brieuc |
| 023 | QP023001 | L'Albatros | Guéret |
| 024 | QP024004 | Chamiers | Coulounieix-Chamiers |
| 025 | QP025004 | Planoise | Besançon |
| 025 | QP025002 | Grette | Besançon |
| 025 | QP025011 | Petite Hollande | Montbéliard |
| 025 | QP025012 | Les Evoironnes | Sochaux |
| 026 | QP026002 | Quartiers Ouest | Montélimar |
| 026 | QP026006 | Polygone | Valence |
| 026 | QP026007 | Les Hauts De Valence | Valence |
| 026 | QP026001 | Centre Ancien | Romans-sur-Isère |
| 026 | QP026005 | Quartier Est | Romans-sur-Isère |
| 027 | QP027004 | Nétreville | Évreux |
| 027 | QP027008 | Centre-Ville | Val-de-Reuil |
| 027 | QP027007 | Acacias - La Londe - Les Oiseaux | Louviers |
| 027 | QP027010 | L'Europe | Pont-Audemer |
| 028 | QP028006 | Les Bâtes Tabellionne | Dreux, Vernouillet |
| 028 | QP028002 | Quartier Des Clos | Chartres |
| 028 | QP028005 | Tallemont - Bretagne | Mainvilliers |
| 029 | QP029004 | Bellevue | Brest |
| 029 | QP029008 | Queliverzan Pontaniou | Brest |
| 029 | QP029002 | Kermoyan | Quimper |
| 030 | QP030001 | Près Saint Jean - Cévennes - Tamaris - Cauvel-le-royale - Rochebelle - Centre-ville | Alès |
| 030 | QP030003 | Pissevin - Valdegour | Nîmes |
| 030 | QP030005 | Chemin-Bas D'Avignon - Clos d'Orville | Nîmes |
| 030 | QP030006 | Mas De Mingue | Nîmes |
| 030 | QP030010 | Escanaux - Coronelle - Citadelle - Vigan Braquet | Bagnols-sur-Cèze |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|------------------------|
| 030 | QP030015 | Les Costières | Vauvert |
| 031 | QP031001 | Saint Jean | Muret |
| 031 | QP031007 | Grand Mirail | Toulouse |
| 031 | QP031010 | Empalot | Toulouse |
| 031 | QP031005 | Val D'Aran - Poitou - Pyrénées | Colomiers |
| 031 | QP031011 | Les Izards - La Vache | Toulouse |
| 032 | QP032001 | Grand Garros | Auch |
| 033 | QP033009 | Benauges - Henri Sellier - Léo Lagrange | Bordeaux, Cenon |
| 033 | QP033007 | Les Aubiers / Le Lac | Bordeaux |
| 033 | QP033012 | Palmer - Saraillère - 8 Mai 45 - Dravemont | Cenon, Floirac |
| 033 | QP033014 | Jean-Jaurès | Floirac |
| 033 | QP033005 | Cité Jacques Prévert / Quartier de l'avenir | Bassens |
| 033 | QP033016 | Carriet | Lormont |
| 034 | QP034001 | Centre-Ville | Béziers |
| 034 | QP034003 | Devèze | Béziers |
| 034 | QP034017 | Ile De Thau | Sète |
| 034 | QP034019 | Centre-Ville | Agde |
| 034 | QP034021 | Centre Et Périphérie | Lunel |
| 034 | QP034005 | Mosson | Montpellier |
| 034 | QP034008 | Cévennes | Montpellier |
| 035 | QP035001 | La Découverte | Saint-Malo |
| 035 | QP035004 | Maurepas | Rennes |
| 035 | QP035005 | Le Blosne | Rennes |
| 035 | QP035002 | Villejean | Rennes |
| 036 | QP036002 | Saint Jean - Saint Jacques | Châteauroux |
| 036 | QP036001 | Beaulieu | Châteauroux |
| 036 | QP036004 | Nation Bernardines | Issoudun |
| 037 | QP037009 | Sanitas | Tours |
| 037 | QP037002 | Rabière | Joué-lès-Tours |
| 037 | QP037004 | Rabaterie | Saint-Pierre-des-Corps |
| 037 | QP037010 | Maryse Bastié | Tours |
| 038 | QP038012 | Brunetière | Voiron |
| 038 | QP038014 | Saint Hubert | L'Isle-d'Abeau |
| 038 | QP038015 | Saint Bonnet | Villefontaine |
| 038 | QP038024 | Vallée De Gère | Vienne |
| 038 | QP038003 | Essarts - Surieux | Échirolles |
| 038 | QP038007 | Villeneuve - Village Olympique | Grenoble |
| 038 | QP038006 | Mistral Lys Rouge Camine | Grenoble |
| 038 | QP038011 | Renaudie - Champberton - La Plaine | Saint-Martin-d'Hères |
| 039 | QP039001 | Mesnils Pasteur | Dole |
| 040 | QP040004 | Le Peyrouat | Mont-de-Marsan |
| 040 | QP040005 | La Moustey | Saint-Pierre-du-Mont |
| 041 | QP041001 | Kennedy - Coty - Croix Chevallier - Sarrazines | Blois |
| 041 | QP041003 | Les Favignolles | Romorantin-Lanthenay |
| 042 | QP042012 | Tarentaise Beaubrun | Saint-Étienne |
| 042 | QP042013 | Montreynaud | Saint-Étienne |
| 042 | QP042008 | Centre-Ville | Rive-de-Gier |
| 042 | QP042009 | Centre-Ville | Saint-Chamond |
| 042 | QP042011 | Cotonne Montferré | Saint-Étienne |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|-----------------------------|
| 042 | QP042015 | Quartiers Sud-Est | Saint-Étienne |
| 043 | QP043001 | Val Vert | Le Puy-en-Velay |
| 044 | QP044002 | Petit Caporal | Saint-Nazaire |
| 044 | QP044003 | Robespierre - Prézégat | Saint-Nazaire |
| 044 | QP044001 | Ville Ouest | Saint-Nazaire |
| 044 | QP044005 | Bellevue | Nantes, Saint-Herblain |
| 044 | QP044008 | Bout Des Landes - Bout Des Pavés - Chêne des Anglais | Nantes |
| 044 | QP044009 | La Boissière | Nantes |
| 044 | QP044014 | Bottière Pin Sec | Nantes |
| 044 | QP044016 | La Petite Sensive | Nantes |
| 044 | QP044006 | Les Dervallières | Nantes |
| 045 | QP045017 | Montoire | Gien |
| 045 | QP045010 | La Source | Orléans |
| 045 | QP045011 | Argonne | Orléans |
| 045 | QP045001 | Les Chaises | Saint-Jean-de-la-Ruelle |
| 047 | QP047006 | Baylac Gravette | Marmande |
| 049 | QP049011 | Favreau Les Mauges | Cholet |
| 049 | QP049013 | Chemin Vert - Hauts Quartiers | Saumur |
| 049 | QP049001 | Belle Beille | Angers |
| 049 | QP049005 | Monplaisir | Angers |
| 050 | QP050007 | Fourches - Charcot | Cherbourg-Octeville |
| 051 | QP051001 | Quartier Prioritaire Ouest | Châlons-en-Champagne |
| 051 | QP051002 | Quartier Prioritaire Sud | Châlons-en-Champagne |
| 051 | QP051010 | Le Hamois | Vitry-le-François |
| 051 | QP051003 | Croix Rouge | Reims |
| 051 | QP051005 | Orgeval | Reims |
| 051 | QP051006 | Europe | Reims |
| 051 | QP051004 | Wilson - Maison Blanche - Chatillons | Reims |
| 052 | QP052001 | Rochotte | Chaumont |
| 052 | QP052004 | Vert-Bois | Saint-Dizier |
| 053 | QP053002 | Kellermann | Laval |
| 053 | QP053003 | Pavement - Charité - Mortier - Murat | Laval |
| 054 | QP054003 | Concorde | Herserange |
| 054 | QP054004 | Quartier Voltaire | Longwy |
| 054 | QP054013 | Les Provinces | Laxou |
| 054 | QP054015 | Plateau De Haye Nancy - Maxéville | Nancy , Maxéville |
| 054 | QP054016 | Haussonville - Les Nations | Vandoeuvre-lès-Nancy, Nancy |
| 056 | QP056006 | Bois Du Château | Lorient |
| 056 | QP056003 | Centre-Ville Kerfrehour | Lanester |
| 056 | QP056004 | Kervenanc Nord | Lorient |
| 057 | QP057002 | La Cité | Behren-lès-Forbach |
| 057 | QP057003 | Wiesberg Hommel | Forbach |
| 057 | QP057004 | Bellevue | Forbach |
| 057 | QP057020 | Borny | Metz |
| 057 | QP057018 | Bellecroix | Metz |
| 057 | QP057022 | La Patrotte - Metz-Nord | Metz |
| 057 | QP057023 | Quartier Saint-Eloy - Boileau-Pré Génie | Woippy, Metz |
| 057 | QP057007 | Côte Des Roses | Thionville |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|---|
| 057 | QP057024 | Les Chênes | Hombourg-Haut |
| 057 | QP057012 | La Chapelle | Hombourg-Haut, Freyming-Merlebach |
| 058 | QP058002 | Le Banlay | Nevers |
| 059 | QP059050 | Centre | Denain, Douchy-les-Mines, Louches |
| 059 | QP059009 | Les Epis | Sin-le-Noble |
| 059 | QP059008 | Faubourg De Béthune | Douai, Cuincy |
| 059 | QP059005 | Flers En Escrebieux Pont De La Deûle - Dorignies | Douai, Flers-en-Escrebieux |
| 059 | QP059016 | Pont De Pierre | Maubeuge |
| 059 | QP059017 | Provinces Françaises | Maubeuge |
| 059 | QP059019 | Quartier Intercommunal Sous-Le Bois Montplaisir Rue D'Hautmont | Maubeuge, Hautmont, Louvroil, Neuf-Mesnil |
| 059 | QP059014 | Centre Lambreçon | Jeumont |
| 059 | QP059015 | Long Prés - Prés Du Paradis | Louvroil |
| 059 | QP059030 | Dutemple Chasse Royale Saint Waast - La Sentinelle | Valenciennes, La Sentinelle |
| 059 | QP059021 | Zone Intercommunale Rives De L'Escaut | Anzin, Beuvrages, Valenciennes, Bruay-sur-l'Escaut, Raismes |
| 059 | QP059024 | Chanteclerc Le coq | Condé-sur-l'Escaut |
| 059 | QP059031 | Zone Intercommunale Faubourg De Cambrai - La Briquette | Valenciennes, Marly, Aulnoy-lez-Valenciennes |
| 059 | QP059044 | Fourmies | Fourmies |
| 059 | QP059061 | Saint Pol Sur Mer Quartiers Ouest | Dunkerque |
| 059 | QP059064 | Albeck - Europe - Moulin | Grande-Synthe |
| 059 | QP059062 | Banc Vert - Ile Jeanty - Carré De La Vieille - Jeu De mail | Dunkerque |
| 059 | QP059065 | Degroote | Téteghem |
| 059 | QP059074 | Secteur Sud | Lille, Faches-Thumesnil, Loos, Lezennes |
| 059 | QP059077 | Les Oliveaux | Loos |
| 059 | QP059080 | Nouveau Mons - Les Sarts- Dombrowski | Mons-en-Baroeul, Lille, Villeneuve-d'Ascq |
| 059 | QP059082 | Quartier Intercommunal Roubaix Tourcoing - Blanc Seau - Croix Bas Saint Pierre | Roubaix, Tourcoing, Wattrelos, Croix |
| 059 | QP059087 | La Bourgogne | Tourcoing |
| 059 | QP059071 | Quartier Intercommunal Hautchamps Longchamp - Lionderie - 3 Baudets | Hem, Roubaix, Lys-lez-Lannoy |
| 059 | QP059073 | Secteur Ouest | Lille |
| 059 | QP059089 | Blanc Riez | Wattignies |
| 059 | QP059090 | Epidéme Villas Couteau | Tourcoing, Wattrelos |
| 060 | QP060001 | Les Hauts De Creil | Creil |
| 060 | QP060002 | Les Martinets | Montataire |
| 060 | QP060007 | Clos Des Roses | Compiègne |
| 060 | QP060008 | La Victoire | Compiègne |
| 060 | QP060010 | Saint Lucien | Beauvais |
| 060 | QP060011 | Argentine | Beauvais |
| 060 | QP060012 | Les Terriers | Pont-Sainte-Maxence |
| 060 | QP060013 | Quartier De La Nacre | Méru |
| 060 | QP060017 | Beauséjour | Noyon |
| 061 | QP061003 | Saint Michel | Flers |
| 061 | QP061002 | Saint Michel - Vallée D'Auge | Argentan |
| 061 | QP061005 | La Madeleine | L'Aigle |
| 062 | QP062008 | Quartier Du Mont Liébaut | Béthune, Fouquières-lès-Béthune |
| 062 | QP062011 | Le Centre | Bruay-la-Buissière, Haillicourt |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|---|
| 062 | QP062024 | Cité 12-14 | Lens |
| 062 | QP062019 | République - Cité 4 | Avion |
| 062 | QP062028 | Calonne - Marichelles - Vent De Bise | Liévin |
| 062 | QP062044 | Zac Des Deux Villes | Montigny-en-Gohelle, Henin-Beaumont |
| 062 | QP062051 | Chemin Vert - Beaufort - Malborough | Boulogne-sur-Mer, Saint-Martin-Boulogne |
| 062 | QP062053 | Quartier Tour Du Renard | Outreau |
| 062 | QP062055 | Fort Nieulay - Cailloux - Saint-Pierre | Calais |
| 062 | QP062056 | Beau Marais | Calais |
| 062 | QP062037 | Quai Du commerce - Saint Sépulcre | Saint-Omer |
| 062 | QP062061 | Arras Ouest | Arras |
| 062 | QP062064 | Nouvelles Résidences | Saint-Nicolas, Saint-Laurent-Blangy |
| 063 | QP063007 | Centre Ancien | Thiers |
| 063 | QP063002 | Saint-Jacques | Clermont-Ferrand |
| 063 | QP063003 | Quartiers Nord | Clermont-Ferrand |
| 063 | QP063004 | La Gauthière | Clermont-Ferrand |
| 064 | QP064003 | Saragosse | Pau |
| 065 | QP065003 | Tarbes Est | Tarbes , Séméac |
| 065 | QP065001 | Tarbes Ouest | Tarbes |
| 065 | QP065004 | Ophite | Lourdes |
| 066 | QP066008 | Quartier Centre Ancien | Perpignan |
| 066 | QP066005 | Diagonale Du Haut - Moyen-Vernet | Perpignan |
| 066 | QP066010 | Quartier Champs De Mars | Perpignan |
| 067 | QP067004 | Quartiers Ouest | Bischheim, Schiltigheim |
| 067 | QP067011 | HautePierre | Strasbourg |
| 067 | QP067016 | Neuhof - Meinau | Strasbourg |
| 067 | QP067006 | Libermann | Illkirch-Graffenstaden |
| 067 | QP067007 | Quartier Prioritaire De Lingolsheim | Lingolsheim |
| 067 | QP067013 | Cronembourg | Strasbourg |
| 067 | QP067014 | Elsau | Strasbourg |
| 068 | QP068001 | Florimont - Bel Air | Colmar |
| 068 | QP068003 | Quartier Les Coteaux | Mulhouse |
| 068 | QP068005 | Péricentre | Mulhouse |
| 068 | QP068006 | Drouot - Jonquilles | Mulhouse, Illzach |
| 068 | QP068008 | Markstein - La Forêt | Wittenheim |
| 068 | QP068009 | Quartier De La Gare | Saint-Louis |
| 068 | QP068010 | Quartier Bel Air | Cernay |
| 069 | QP069008 | Belleruche | Villefranche-sur-Saône, Gleizé, Limas |
| 069 | QP069010 | Parilly | Bron |
| 069 | QP069011 | Terraillon - Chenier | Bron, Vaulx-en-Velin |
| 069 | QP069015 | Minguettes - Clochettes | Vénissieux, Saint-Fons, |
| 069 | QP069018 | Grande Île | Vaulx-en-Velin |
| 069 | QP069023 | Saint-Jean | Villeurbanne |
| 069 | QP069024 | Les Buers Nord | Villeurbanne |
| 069 | QP069028 | Ville Nouvelle | Rillieux-la-Pape |
| 069 | QP069037 | Duchère | Lyon 9ème arrondissement |
| 069 | QP069004 | Centre-ville | Givors |
| 069 | QP069012 | Les Vernes | Givors |
| 069 | QP069016 | Arsenal - Carnot-Parmentier | Saint-Fons |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|---|--|
| 069 | QP069029 | Bellevue | Saint-Priest |
| 069 | QP069036 | Mermoz | Lyon 8ème arrondissement |
| 069 | QP069035 | Etats-Unis - Langlet Santy | Lyon 8ème arrondissement, Vénissieux |
| 070 | QP070001 | Rêpes - Montmarin | Vesoul |
| 071 | QP071003 | Prés Saint-Jean | Chalon-sur-Saône |
| 071 | QP071002 | Stade - Fontaine au Loup | Chalon-sur-Saône |
| 071 | QP071004 | La Chanaye - Résidence | Mâcon |
| 071 | QP071010 | Harfleur - République - Lapérouse | Le Creusot |
| 072 | QP072002 | Chaoué Perrières | Allonnes |
| 072 | QP072003 | Bellevue Carnac | Coulaines, Le Mans |
| 072 | QP072005 | Les Sablons | Le Mans |
| 072 | QP072004 | Ronceray Glonnières Vauguyon | Le Mans |
| 073 | QP073004 | Val De Roses - Contamine | Albertville |
| 073 | QP073002 | Les Hauts De Chambéry | Chambéry |
| 073 | QP073003 | Marlioz | Aix-les-Bains |
| 074 | QP074001 | Le Perrier - Château Rouge - Livron | Annemasse |
| 074 | QP074003 | Les Ewües | Cluses |
| 074 | QP074006 | Bois Jolivet - Les Iles - Bellerive | Bonneville |
| 075 | QP075019 | Les Portes Du Vingtième | Paris 20ème arrondissement |
| 075 | QP075001 | Bédier - Boutroux | Paris 13ème arrondissement |
| 075 | QP075006 | Oudiné - Chevaleret | Paris 13ème arrondissement |
| 075 | QP075012 | Goutte D'Or | Paris 18ème arrondissement |
| 075 | QP075010 | Porte Montmartre - Porte Des Poissonniers - Moskova | Paris 18ème arrondissement |
| 075 | QP075013 | Porte De La Chapelle - Charles Hermite | Paris 18ème arrondissement, Paris 19ème arrondissement |
| 075 | QP075014 | Stalingrad Riquet | Paris 19ème arrondissement |
| 076 | QP076002 | Neuville | Dieppe |
| 076 | QP076006 | Centre Ancien - Quartiers Sud | Le Havre |
| 076 | QP076012 | Quartier Des Arts Et Des Fleurs - Feugrais | Cléon, Saint-Aubin-lès-Elbeuf |
| 076 | QP076020 | Quartier De La Piscine | Le Petit-Quevilly |
| 076 | QP076022 | Les Hauts De Rouen | Rouen, Bihorel |
| 076 | QP076011 | Plateau | Canteleu |
| 076 | QP076013 | Parc Du Robec | Darnétal |
| 076 | QP076014 | Centre-Ville | Elbeuf |
| 076 | QP076019 | Oissel Sur Seine Nord | Oissel |
| 076 | QP076021 | Grammont | Rouen |
| 076 | QP076023 | Quartier Château Blanc | Saint-Étienne-du-Rouvray |
| 077 | QP077013 | Beauval Dunant | Meaux |
| 077 | QP077022 | Lugny Maronniers - Résidence Du Parc | Moissy-Cramayel |
| 077 | QP077023 | Centre-Ville - Quartier De L'Europe | Savigny-le-Temple |
| 077 | QP077010 | Plateau De Corbeil - Plein-ciel | Melun, Le Mée-sur-Seine |
| 077 | QP077005 | Les Deux Parcs-Luzard | Noisiel, Champs-sur-Marne |
| 077 | QP077006 | L'Arche Guedon | Torcy |
| 077 | QP077014 | Surville | Montereau-Fault-Yonne |
| 078 | QP078006 | Merisiers-Plaine De Neauphle | Trappes |
| 078 | QP078008 | Bois De L'Etang | La Verrière |
| 078 | QP078017 | Valibout | Plaisir |
| 078 | QP078015 | Plateau | Sartrouville |
| 078 | QP078001 | Val Fourré | Mantes-la-Jolie |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|------------------------------|
| 078 | QP078021 | Cinq Quartiers | Les Mureaux |
| 078 | QP078011 | Noe-Feucherets | Chanteloup-les-Vignes |
| 078 | QP078013 | Centre-Sud | Limay |
| 079 | QP079003 | Pontreau Colline Saint André | Niort |
| 080 | QP080001 | Étouvie | Amiens |
| 080 | QP080003 | Amiens Nord | Amiens |
| 080 | QP080002 | Pierre Rollin | Amiens |
| 080 | QP080007 | Soleil Levant | Abbeville |
| 081 | QP081002 | Laden Petit Train | Castres |
| 081 | QP081006 | Cantepau | Albi |
| 082 | QP082002 | Médiathèque - Chambord | Montauban |
| 082 | QP082003 | Centre-Ville | Moissac |
| 083 | QP083015 | Sainte Musse | Toulon |
| 083 | QP083009 | Centre-Ville | La Seyne-sur-Mer |
| 083 | QP083016 | Centre-Ville | Toulon |
| 083 | QP083012 | Pontcarral | Toulon |
| 084 | QP084002 | Monclar Champfleury Rocade Sud Barbière Croix Des Oiseaux | Avignon |
| 084 | QP084004 | Quartier De Saint Chamand | Avignon |
| 084 | QP084003 | Quartiers Nord Est | Avignon |
| 084 | QP084020 | Quartiers Dr Ayme Condamines Barillon Saint Martin Bon Puits Saint Gilles Rataca | Cavaillon |
| 084 | QP084012 | Fourchevieilles Comtadines L'Aygues | Orange |
| 085 | QP085002 | Vigne-aux-Roses | La Roche-sur-Yon |
| 085 | QP085004 | Centre - Moulins Liots | Fontenay-le-Comte |
| 086 | QP086001 | Lac Renardières Ozon | Châtelleraut |
| 086 | QP086005 | Couronneries | Poitiers, Buxerolles |
| 087 | QP087004 | Beaubreuil | Limoges |
| 087 | QP087005 | Val De L'Aurence Sud | Limoges |
| 087 | QP087001 | Portes Ferrées | Limoges |
| 087 | QP087006 | Val De L'Aurence Nord | Limoges |
| 088 | QP088001 | Bitola | Épinal |
| 089 | QP089002 | Les Brichères - Sainte Geneviève | Auxerre |
| 089 | QP089003 | Les Rosoirs | Auxerre |
| 089 | QP089006 | Arènes - Champs Plaisants | Sens |
| 089 | QP089005 | La Madeleine | Joigny |
| 090 | QP090004 | Résidences Le Mont | Belfort, Bavilliers |
| 091 | QP091014 | Bel Air - Rocade | Longjumeau |
| 091 | QP091037 | Plateau De Guinette | Étampes |
| 091 | QP091002 | Les Tarterêts | Corbeil-Essonnes |
| 091 | QP091017 | Pyramides - Bois Sauvage | Évry, Courcouronnes |
| 091 | QP091021 | Le Parc Aux Lièvres | Évry |
| 091 | QP091026 | La Grande Borne - Le Plateau | Grigny, Viry-Châtillon |
| 091 | QP091027 | Grigny 2 | Grigny |
| 091 | QP091016 | Le Canal | Courcouronnes |
| 091 | QP091025 | Le Plateau | Ris-Orangis |
| 091 | QP091011 | Les Hautes Mardelles | Brunoy |
| 091 | QP091012 | Plaine - Cinéastes | Épinay-sous-Sénart |
| 091 | QP091033 | La Croix Blanche | Vigneux-sur-Seine |
| 091 | QP091034 | La Prairie De L'Oly | Montgeron, Vigneux-sur-Seine |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|--|---|
| 091 | QP091030 | Grand Vaux | Savigny-sur-Orge |
| 092 | QP092007 | Le Parc | Nanterre |
| 092 | QP092012 | Hauts d'Asnières | Asnières-sur-Seine |
| 092 | QP092013 | Agnettes | Gennevilliers, Asnières-sur-Seine |
| 092 | QP092015 | Petit Colombes | Colombes |
| 092 | QP092019 | AIRE 2029 | Villeneuve-la-Garenne |
| 092 | QP092020 | Cité Des Musiciens | Bagneux |
| 092 | QP092005 | Cité Jardins | Châtenay-Malabry |
| 092 | QP092006 | Chemin De L'île | Nanterre |
| 092 | QP092001 | Bac D'Asnières - Beaujon | Clichy |
| 092 | QP092016 | Petit Nanterre | Nanterre |
| 093 | QP093003 | Haut Clichy - Centre-Ville - Bosquets - Lucien Noel | Clichy-sous-Bois, Montfermeil |
| 093 | QP093009 | Le Plateau - Les Malassis - La Noue | Bagnolet, Montreuil |
| 093 | QP093011 | Quartier Salengro - Gaston Roulaud - Centre-Ville | Bobigny, Drancy |
| 093 | QP093014 | Abreuvoir - Bondy Nord - Bondy Centre - Pont-De-Bondy - La Sablière - Secteur Su | Bondy, Bobigny, Le Blanc-Mesnil, Noisy-le-Sec |
| 093 | QP093021 | Le Londeau | Noisy-le-Sec |
| 093 | QP093024 | Quatre Chemins | Pantin |
| 093 | QP093027 | Gagarine | Romainville |
| 093 | QP093028 | Franc Moisin - Cosmonautes - Cristino Garcia - Landy | Aubervilliers, La Courneuve, Saint-Denis |
| 093 | QP093030 | Orgemont | Épinay-sur-Seine |
| 093 | QP093031 | La Source - Les Presles | Épinay-sur-Seine |
| 093 | QP093034 | Paul-Cachin | L'Île-Saint-Denis |
| 093 | QP093036 | Joncherolles - Fauvettes | Pierrefitte-sur-Seine |
| 093 | QP093039 | Grand Centre - Sépard | Saint-Denis |
| 093 | QP093040 | Floréal Saussaie Allende | Saint-Denis, Stains |
| 093 | QP093044 | Cordon | Saint-Ouen |
| 093 | QP093046 | Vieux Saint-Ouen | Saint-Ouen |
| 093 | QP093048 | Centre Elargi | Stains |
| 093 | QP093049 | Quartier Politique De La Ville | Villetaneuse |
| 093 | QP093051 | Montceuleux - Pont Blanc | Sevran |
| 093 | QP093054 | Les Beaudottes | Aulnay-sous-Bois, Sevran |
| 093 | QP093055 | Secteur Nord Pont-Yblon | Le Blanc-Mesnil, Dugny |
| 093 | QP093058 | Val Coteau | Neuilly-sur-Marne |
| 093 | QP093012 | Blanqui | Bondy |
| 093 | QP093018 | Bel Air - Grands Pêcheurs - Ruffins - Le Morillon | Montreuil |
| 093 | QP093020 | Béthisy | Noisy-le-Sec |
| 093 | QP093023 | Sept Arpents - Stalingrad | Pantin, Le Pré-Saint-Gervais |
| 093 | QP093013 | Marnaudes - Fosse Aux Bergers - La Sablière | Villemomble, Bondy |
| 093 | QP093029 | Centre-Ville | Épinay-sur-Seine |
| 093 | QP093045 | Michelet - Les Puces - Debain | Saint-Ouen |
| 093 | QP093050 | Rougemont | Sevran |
| 093 | QP093053 | Tremblay Grand Ensemble | Tremblay-en-France |
| 093 | QP093052 | Parc De La Noue - Picasso - Pasteur - Europe - Merisiers | Villepinte |
| 094 | QP094004 | Chantereine | Alfortville |
| 094 | QP094005 | Mont Mesly - La Habette - Coteaux Du Sud | Créteil |
| 094 | QP094012 | Centre-Ville : Defresne - Vilmorin - Robespierre | Vitry-sur-Seine |
| 094 | QP094013 | Commune De Paris - 8 Mai 1945 | Vitry-sur-Seine |

| Dépt | Code QPV | Nom du quartier | Commune |
|------|----------|---|--|
| 094 | QP094018 | Lallier | L'Haÿ-les-Roses |
| 094 | QP094021 | Lebon - Hochart - Mermoz (Lozaitz Sud) | Villejuif, L'Haÿ-les-Roses |
| 094 | QP094023 | Fabien | Bonneuil-sur-Marne |
| 094 | QP094027 | Le Bois L'Abbé | Chennevières-sur-Marne, Champigny-sur-Marne |
| 094 | QP094031 | Quartier Est | Orly, Choisy-le-Roi |
| 094 | QP094032 | Quartier Sud | Choisy-le-Roi |
| 094 | QP094035 | Polognes-Centre-Ville - Le Plateau - Saint-Martin | Valenton, Villeneuve-Saint-Georges, Limeil-Brévannes |
| 094 | QP094038 | Le Quartier Nord | Villeneuve-Saint-Georges |
| 094 | QP094003 | La Haie Griselle - La Hêtraie | Boissy-Saint-Léger, Limeil-Brévannes |
| 094 | QP094008 | Gagarine | Ivry-sur-Seine |
| 094 | QP094015 | Péri - Schuman Bergonié | Le Kremlin-Bicêtre, Gentilly |
| 094 | QP094029 | La Redoute (Le Fort-Michelet) | Fontenay-sous-Bois |
| 094 | QP094030 | Les Larris | Fontenay-sous-Bois |
| 095 | QP095011 | Axe Majeur - Horloge | Cergy |
| 095 | QP095012 | La Sébille | Cergy |
| 095 | QP095015 | Marcouville | Pontoise |
| 095 | QP095032 | Dame Blanche | Garges-lès-Gonesse |
| 095 | QP095033 | Lochères | Sarcelles |
| 095 | QP095038 | Village - Le Puits La Marlière - Derrière Les Murs De Monseigneur | Villiers-le-Bel |
| 095 | QP095034 | Carreaux - Fauconnière - Marronniers - Pôle Gare | Gonesse, Villiers-le-Bel, Arnouville-lès-Gonesse |
| 095 | QP095036 | Rosiers Chantepie | Sarcelles |
| 095 | QP095027 | Bas Des Aulnaies - Carreaux Fleuris - Fontaine Bertin | Sannois, Franconville |
| 095 | QP095004 | Brigadières - Henri Barbusse | Argenteuil, Bezons |

**LISTE DES COMMUNES COMPRENANT UN
QUARTIER DE RECONQUETE REPUBLICAINE**

| Dépt | Nom de la commune et du quartier |
|------|--|
| 006 | Nice (L'Ariane, Les Moulins) |
| 013 | Marseille Quartier Nord (1e arrondissement, 3e arrondissement, 14e arrondissement, 15e arrondissement) |
| 016 | Angouleme (commune entière), Soyaux (commune entière) |
| 021 | Chenôve (Le Mail), Dijon (Les Gresilles) |
| 025 | Besançon (Planoise) |
| 028 | Dreux (Les Oriels, Les Bates, Kennedy-Dunant), Vernouillet (La Tabellionne) |
| 030 | Nîmes (Pissevin-Valdegour) |
| 031 | Toulouse (Mirail, Les Izards) |
| 033 | Bordeaux (Bordeaux Maritime) |
| 033 | Castillon-la-Bataille (commune entière), Libourne (Peyronneau, Peyregourde, Garderose), Pineuilh (commune entière), Sainte-Foy-la-Grande (commune entière) |
| 034 | Montpellier (La Paillade, La Mosson) |
| 034 | Lunel (commune entière), Mauguio (commune entière) |
| 035 | Rennes (Maurepas) |
| 037 | Tours (Sanitas), Saint-Pierre-des-Corps (La Rabaterie), Joué-lès-Tours (La Rabière) |
| 038 | Grenoble, (La Villeneuve de Grenoble, La Villeneuve d'Echirolles, Renaudie-Champberton) |
| 038 | Villefontaine (commune entière), L'Isle-d'Abeau (commune entière), La Verpilliere (commune entière) |
| 042 | Saint-Étienne (Montchovet, Tarentaise Beaubrun, La Cotonne, Montreynaud) |
| 042 | La Ricamarie (Méline, Montrambert) |
| 044 | Nantes (Malakoff, Bellevue, Dervallières) |
| 051 | Reims (Croix Rouge, Wilson) |
| 057 | Forbach (Bellevue, Wiesberg) |
| 059 | Lille (Fives, Les Moulins) |
| 059 | Maubeuge (commune entière) |
| 059 | Roubaix (Croix Bas Saint-Pierre), Tourcoing (Blanc Seau) |
| 060 | Creil (Hauts de Creil) |
| 062 | Calais (Beau Marais, Centre-Ville) |
| 064 | Pau (Ousse des Bois, Saragosse) |
| 067 | Strasbourg (Le Neuhof, La Meinau, Elsau, HautePierre) |
| 068 | Colmar (Europe) |
| 068 | Mulhouse (Bourtwiller) |
| 069 | Lyon (8e arrondissement) |
| 069 | Vénissieux (Minguettes) |
| 069 | Rillieux-la-Pape (Ville Nouvelle) |
| 069 | Vaulx-en-Velin (Mas du Taureau) |
| 074 | Annemasse (le Perrier) |
| 074 | Bonneville (Bois Jolivet, les Îles) |
| 075 | Paris (10e arrondissement, 18e arrondissement : La Chapelle) |
| 076 | Le Havre (Mont Gaillard, Rond-point) |
| 076 | Rouen (Hauts de Rouen) |

| | |
|-------------|---|
| 077 | Torcy (ZSP de Torcy, Cours des Roches), Noisiel (Cours du Luzard) |
| 078 | Trappes (Les Merisiers) |
| 078 | Les Mureaux (Gare, Cité Renault, Les Bougimonts, La Vigne Blanche, Les Musiciens, Becheville) |
| 083 | Toulon (Beaucaire, Pontcarral, Sainte-Musse), La Seyne-sur-Mer (Berthe) |
| Dépt | Nom de la commune et du quartier |
| 091 | Corbeil-Essonnes (Les Tarterêts) |
| 091 | Grigny (La Grande-Borne, Grigny 2) |
| 092 | Asnières (Les Hauts d'Asnières), Gennevilliers (Le Luth), Colombes (Jean Fossé) |
| 093 | Aulnay-sous-Bois (Gros Saule), Sevran (Les Beaudottes) |
| 093 | Aubervilliers (Villette, Quatre Chemins) |
| 093 | La Courneuve (Cité des Fleurs) |
| 093 | Saint-Denis (Quartiers Nord) |
| 093 | Saint-Ouen (Arago, Cordon, 8 Mai 1945, Soubise, Dhalenne, Charles Schmidt) |
| 094 | Champigny-sur-Marne (Le Bois-L'Abbé, Les Mordacs) |
| 095 | Sarcelles (Les Locheres), Garges-lès-Gonesse (La Dame Blanche) |
| 095 | Argenteuil (Centre-Ville) |
| 095 | Fosses (commune entière), Louvres (commune entière) |

LISTE DES COMMUNES COMPRENANT UNE CITE EDUCATIVE¹

¹ Liste au 31 mai 2021, d'autres cités éducatives éligibles pourront être labellisées en 2021

| Dépt | Nom de la commune |
|------|------------------------|
| 001 | Bellignat |
| 001 | Oyonnax |
| 002 | Saint-Quentin |
| 002 | Soissons |
| 006 | Nice |
| 006 | Saint Laurent du Var |
| 008 | Charleville-Mézières |
| 010 | Troyes |
| 013 | Marseille |
| 013 | Miramas |
| 013 | Port de bouc |
| 013 | Vitrolles |
| 014 | Hérouville Saint Clair |
| 016 | Angoulême |
| 016 | Soyaux |
| 021 | Chenôve |
| 025 | Besançon |
| 025 | Bethoncourt |
| 025 | Montbéliard |
| 028 | Dreux |
| 030 | Nîmes |
| 031 | Toulouse |
| 033 | Bordeaux |
| 033 | Lormont |
| 034 | Béziers |
| 034 | Montpellier |
| 034 | Sète |
| 035 | Rennes |
| 036 | Châteauroux |
| 037 | Joué les Tours |
| 038 | Echirolles |
| 038 | Grenoble |
| 041 | Blois |
| 042 | Saint-Etienne |
| 044 | Nantes |
| 044 | Saint Herblain |
| 044 | Saint-Nazaire |
| 045 | Orléans |
| 049 | Angers |
| 049 | Trélazé |
| 051 | Reims |
| 054 | Laxou |

| Dépt | Nom de la commune |
|------|--------------------------|
| 054 | Maxéville |
| 054 | Nancy |
| 057 | Behren-lès-Forbach |
| 057 | Metz |
| 059 | Anzin |
| 059 | Denain |
| 059 | Douai |
| 059 | Dunkerque |
| 059 | Grande-Synthe |
| 059 | Hautmont |
| 059 | Lille |
| 059 | Louvroil |
| 059 | Maubeuge |
| 059 | Neuf-Mesnil |
| 059 | Roubaix |
| 059 | Tourcoing |
| 059 | Valenciennes |
| 059 | Waziers |
| 060 | Beauvais |
| 060 | Creil |
| 060 | Montataire |
| 062 | Arras |
| 062 | Avion |
| 062 | Boulogne sur Mer |
| 062 | Calais |
| 062 | Lens |
| 062 | Liévin |
| 063 | Clermont-Ferrand |
| 064 | Pau |
| 066 | Perpignan |
| 067 | Strasbourg |
| 068 | Mulhouse |
| 069 | Givors |
| 069 | Lyon |
| 069 | Rillieux la Pape |
| 069 | Saint-Fons |
| 069 | Vaulx en Velin |
| 069 | Vénissieux |
| 072 | Allonnes |
| 072 | Le Mans |
| 075 | Paris |
| 076 | Le Havre |
| 076 | Rouen |
| 076 | Saint-Etienne du Rouvray |

| Dépt | Nom de la commune |
|------|-------------------------|
| 077 | Le Mée-sur-Seine |
| 077 | Meaux |
| 077 | Melun |
| 078 | Chanteloup les vignes |
| 078 | Les Mureaux |
| 078 | Mantes la jolie |
| 078 | Poissy |
| 078 | Trappes |
| 078 | Vernouillet |
| 080 | Amiens |
| 083 | La Seyne sur mer |
| 083 | Toulon |
| 084 | Avignon |
| 084 | Carpentras |
| 086 | Châtelleraut |
| 090 | Belfort |
| 091 | Corbeil-Essonnes |
| 091 | Evry-Courcouronnes |
| 091 | Grigny |
| 092 | Gennevilliers |
| 092 | Nanterre |
| 093 | Aubervilliers |
| 093 | Aulnay-sous-bois |
| 093 | Bondy |
| 093 | Clichy-sous-bois |
| 093 | Epinay sur Seine |
| 093 | La Courneuve |
| 093 | Pantin |
| 093 | Saint-Denis |
| 093 | Sevran |
| 094 | Champigny-sur-Marne |
| 094 | Chennevières sur Marne |
| 094 | Créteil |
| 094 | Orly |
| 094 | Villeneuve Saint George |
| 095 | Argenteuil |
| 095 | Garges lès Gonesse |
| 095 | Goussainville |
| 095 | Sarcelles |
| 095 | Villiers-le-bel |

ANNEXE 4

REGLEMENT D'INTERVENTION RELATIF AUX SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

ARTICLE 1^{er}

OBJET

Le présent règlement a pour objet, dans le cadre des dispositions du Code du sport, de la convention constitutive de l'Agence nationale du Sport et du règlement intérieur et financier, de définir les modalités et les conditions d'attribution, de versement et de reversement de ses concours financiers aux équipements sportifs.

ARTICLE 2

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

SECTION 1 – DISPOSITIONS COMMUNES

Les dispositions de la section 1 s'appliquent à l'ensemble des subventions d'équipement sportif attribuées par l'Agence.

Toute dérogation au présent règlement, spécifique à une enveloppe, sera précisée dans les notes de service annuelles du volet développement des pratiques et du volet haut-niveau et haute-performance.

2-1 Bénéficiaires des subventions d'équipement

L'Agence peut attribuer des subventions d'équipement aux collectivités territoriales, à leurs groupements, aux associations sportives agréées, aux associations affiliées à des fédérations sportives, ainsi qu'aux associations et groupements d'intérêt public qui interviennent dans le domaine des activités physiques et sportives.

La demande de subvention est déposée par le bénéficiaire éventuel de la subvention ou par son mandataire (collectivités territoriales ou sociétés dont le capital est détenu majoritairement par des personnes publiques, CREPS, SEM, SPL...) agissant au nom et pour le compte du bénéficiaire.

2-2 Objet des subventions d'équipement

Les subventions d'équipement ont pour objectif le développement de la pratique sportive, du sport de haut-niveau et de la haute-performance sportive, au travers de l'aide au financement :

- d'opérations de construction d'équipements sportifs neufs ;
- d'opérations de rénovation lourde d'équipements sportifs incluant la mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap;
- de travaux de rénovation énergétique d'équipements sportifs ;
- de travaux d'aménagement d'équipements sportifs existants, nécessaires à l'accueil d'un grand évènement sportif international attribué ou susceptible d'être attribué à la France ;
- de travaux d'aménagements d'équipements sportifs scolaires favorisant leur utilisation par des associations à vocation sportive, en dehors du temps scolaire ;
- de l'acquisition de matériels lourds neufs, nécessaires à la pratique sportive (exemple : bateaux, aéronefs, etc.).

Les opérations de rénovation se limitant à la mise en œuvre des obligations du propriétaire ou de l'occupant en matière d'entretien, de réparation et de mise aux normes des équipements et installations ne sont pas éligibles aux financements de l'Agence au titre du présent article, à l'exception des éléments qui concernent la conformité aux règles techniques fédérales.

Dans les cas prévus par le Conseil d'administration, il peut être accordé des subventions pour le financement des études techniques préalables à la réalisation d'un projet d'équipement sportif.

2-3 Éligibilité des projets

Pour pouvoir bénéficier d'une subvention d'équipement, les porteurs de projet doivent :

- participer à hauteur de 20 % du coût total du projet - les apports privés pouvant être inclus dans la participation du porteur de projet - sauf dans les territoires d'outre-mer et pour les opérations de remise en état des équipements sportifs sinistrés ;
- garantir de manière pérenne le caractère sportif de l'équipement, notamment en explicitant les conditions dans lesquelles il sera accessible à la pratique sportive organisée, dans un document ayant valeur d'engagement (attestation ou convention avec des clubs ou associations) ;
- pour des travaux, fournir le titre de propriété ou tout autre document établissant la libre disposition des biens et immeubles pour une durée supérieure ou égale à la durée d'amortissement de l'équipement.

2-4 Outils d'aide à la décision

L'examen des demandes de subvention est opéré en mettant à profit les outils d'aide à la décision que constituent tout document prospectif et notamment :

- les outils d'observation existants comme l'exploitation des données du recensement national des équipements sportifs, espaces et sites de pratique (article L 312-2 du Code du sport) ;
- les plans de développement pluriannuels des fédérations sportives, notamment les schémas Directeurs des équipements sportifs que ces fédérations établissent ;
- les projets sportifs territoriaux établis par les Conférences régionales du sport ou les diagnostics territoriaux d'équipement

2-5 Détermination de la dépense subventionnable

En matière de subventions d'équipement, peuvent uniquement être retenus pour la détermination de la dépense subventionnable les éléments contribuant à la pratique sportive, au sport de haut-niveau et à la haute-performance sportive, ou à leur développement.

Sont exclus les équipements, installations et travaux ayant une finalité exclusivement commerciale, ludique ou touristique, notamment les éléments relevant d'impératifs d'ordre commercial, tels que mentionnés à l'avant-dernier alinéa de l'article R.131-33 du Code du sport.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte, dans les opérations de rénovation, de l'ensemble des éléments permettant de rendre accessibles les équipements sportifs aux personnes handicapées.

Sauf exception justifiée, la dépense subventionnable est calculée hors TVA pour les projets portés par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales, toutes taxes comprises pour les

projets portés par une association non assujettie à la TVA et hors taxes récupérables pour les projets portés par une association assujettie à la TVA.

Le Comité de programmation des équipements sportifs peut fixer pour certaines catégories d'équipements conformément à l'article 2-13, un plafond de dépenses subventionnables. Un barème peut également être utilisé par ce comité.

2-6 Seuil plancher de la demande de subvention

La demande de subvention ne pourra être inférieure à 10 000 €.

2-7 Procédure applicable aux subventions d'équipement

Les porteurs de projet souhaitant recevoir une subvention d'équipement doivent déposer à l'attention des services déconcentrés chargés des sports, qui en assure l'instruction technique, un dossier comportant l'ensemble des pièces dont la liste est fixée par le Directeur général de l'Agence. Le service compétent est celui du lieu de réalisation de l'opération.

Seuls peuvent être présentés les projets n'ayant donné lieu à aucun commencement d'exécution au moment du dépôt de la demande de subvention :

Le début d'exécution d'un projet est réputé constitué par le premier acte juridique passé pour la réalisation du projet (date de signature du bon de commande, notification d'un marché de travaux, 1^{er} ordre de service de travaux, signature d'un contrat de partenariat ou d'une convention de travaux ou, à défaut, par la déclaration du porteur de projet).

Lorsque le projet nécessite des études préalables ou l'acquisition de terrains, ces études ou cette acquisition ne constituent pas un commencement d'exécution.

Dans le cadre de la signature d'un contrat confiant les études préalables et les travaux à un tiers, le début d'exécution de projet est constitué par la notification du marché de travaux, le 1^{er} ordre de service de travaux ou, à défaut, la déclaration du début d'exécution des travaux par le porteur de projet.

Les porteurs de projet informent l'autorité compétente du commencement d'exécution du projet.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

- aux projets pour lesquels il a été décidé une mise en place des financements par tranches successives ;
- aux projets qui ont fait l'objet d'une décision de financement antérieure et qui doivent être reprogrammés ;
- aux projets qui s'inscrivent dans un programme cofinancé par la Commission européenne;
- aux interventions de première urgence sur les équipements frappés par un sinistre.

Les services déconcentrés chargés des sports, après s'être assurés que les dossiers sont complets et éligibles aux financements de l'Agence, délivrent au porteur de projet un accusé de réception valant autorisation de commencer les travaux ou lui demandent de compléter son dossier. La délivrance d'un accusé de réception de dossier complet ne vaut en aucun cas promesse de subvention.

En l'absence de décision d'attribution de subvention dans un délai de neuf mois suivant la délivrance de l'accusé de réception, la demande de subvention est considérée comme ayant fait l'objet d'un rejet implicite. Sur attestation de non commencement des travaux, ce délai peut être prorogé de neuf mois par les services déconcentrés chargés des sports qui établissent une décision de prorogation de l'accusé de réception de dossier complet.

S'il ne peut être prorogé, l'accusé de réception sera automatiquement prolongé par l'Agence afin de pouvoir être examiné lors de deux campagnes consécutives.

À l'échéance de ces délais, si la demande de subvention est présentée de nouveau, elle constitue une nouvelle demande.

2-8 Instruction des dossiers de demande de subvention

Les dossiers sont déposés par les porteurs de projet à l'attention des services déconcentrés chargés des sports.

2-8-1 Dossiers relatifs aux crédits délégués au niveau régional

Les subventions d'équipement attribuées par les délégués territoriaux sont destinées à favoriser la réalisation de projets tels que précisés dans la note de service annuelle, permettant le développement de la pratique sportive.

Le Conseil d'administration adopte les directives du groupement concernant la répartition des crédits par région et par territoire ultramarin.

Le Directeur général notifie une note de service annuelle aux délégués territoriaux précisant le montant des crédits à répartir, ainsi que les directives adoptées par le Conseil d'administration.

Les délégués territoriaux de l'Agence en informent les Président(e)s des Conférences des financeurs, lorsqu'elles sont installées.

Après instruction par les services déconcentrés, les dossiers éligibles et complets sont examinés par les Conférences des financeurs qui émettent un avis sur les dossiers.

Les délégués territoriaux procèdent, le cas échéant après avis des Conférences des financeurs, à l'attribution des subventions dans la limite du montant des crédits qui leur a été notifié par le Directeur général.

Les subventions sont attribuées aux bénéficiaires par décision ou convention de financement signée par les délégués territoriaux et notifiées par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les délégués territoriaux ayant procédé à l'attribution des subventions adressent au Directeur général de l'Agence, un exemplaire original de la décision ou de la convention de financement, accompagné des pièces constituant le dossier de demande de subvention dont la liste est fixée par ce dernier.

2-8-2 Dossiers relatifs aux crédits attribués au niveau national

Les délégués territoriaux transmettent au Directeur général les dossiers de demande de subvention instruits, priorisés et complétés de leur avis et, en fonction de l'enveloppe et du montant de la subvention, de l'avis de la Conférence des financeurs.

Les fédérations sportives sont sollicitées en amont des réunions des instances de concertation de l'Agence pour faire part de leurs avis sur les différents projets concernant la pratique d'une discipline pour laquelle elles ont reçu délégation.

Les demandes de subvention sont soumises pour avis consultatif au Comité de programmation des équipements sportifs par le Directeur général.

Les subventions sont attribuées aux porteurs de projets par décision ou convention de financement signée par le Directeur général.

2-9 Attribution de la subvention

La décision d'attribution de subvention ou la convention passée avec le bénéficiaire ou son mandataire fixe le montant prévisionnel de la subvention au regard du montant de la dépense subventionnable prévisionnelle présentée par le porteur de projet ou au regard du plafond subventionnable établi par l'Agence.

Lorsque la subvention a pour objet le financement d'études techniques préalables à la réalisation d'un projet d'équipement ou lorsque le porteur de projet bénéficiaire de la subvention n'assure pas, directement ou par le biais d'un mandataire, la maîtrise d'ouvrage de l'opération (réalisation dans le cadre d'un contrat de partenariat, d'une concession d'aménagement ou d'une délégation de service public...), les modalités d'attribution de la subvention et de son versement sont réglées par une décision ou une convention de financement qui adapte les dispositions du présent article aux spécificités de l'opération subventionnée et de son mode de réalisation.

Les collectivités réalisant des projets dans le cadre d'un Bail Emphytéotique Administratif (BEA) couplés avec une mise à disposition du terrain, ne peuvent, sauf dérogation spécifique autorisée par des dispositions législatives ou réglementaires, bénéficier de subventions de l'Agence pour ces projets. Lorsque le BEA n'est qu'une mise à disposition du terrain donnant des droits réels de propriétaire au bénéficiaire du bail, celui-ci, s'il est éligible, peut demander une subvention pour la réalisation de son projet.

Au cas où les dépenses subventionnables justifiées par le porteur de projet à l'achèvement de l'opération sont inférieures au montant prévisionnel (montant ou plafond subventionnable), le montant de la subvention est réduit à due proportion et il est procédé au reversement d'un éventuel trop-perçu ; dans le cas contraire, il n'est pas procédé à la réévaluation de la subvention et il appartiendra au porteur de projet de prendre en charge ce dépassement.

Le montant définitif de la subvention attribuée par l'Agence ne peut avoir pour effet de porter le montant total des aides publiques au-delà du montant prévisionnel de la dépense subventionnable.

Pour les équipements sinistrés, le montant de la subvention accordée ne peut être supérieur au montant subventionnable des travaux restant à la charge du maître d'ouvrage, après prise en compte des indemnités d'assurance et des concours financiers de toute nature. Le montant de la subvention est réduit en conséquence et il est procédé au reversement d'un éventuel trop perçu.

En cas de changement de destination de l'équipement, qui lui ferait perdre son affectation sportive, ou en cas de destruction de l'équipement qui ne serait pas suivie d'un projet de reconstitution, il est procédé au reversement de la subvention au *pro rata temporis* de la durée d'amortissement restant à courir ou, le cas échéant, de la durée résiduelle du droit d'occupation du terrain d'assiette. Sauf mention contraire dans la décision ou la convention de financement, la durée d'amortissement est réputée égale à :

- 15 ans à compter de l'achèvement des travaux pour les bâtiments construits ou faisant l'objet d'une rénovation lourde ;
- 10 ans pour les équipements de proximité en accès libre ;
- 10 ans pour les avions ;
- 5 ans pour les équipements sportifs mobiles et les véhicules de transport des sportifs handicapés ;
- 3 ans pour le matériel lourd fédéral (bateaux, etc.).

Le porteur de projet est tenu de notifier aux services déconcentrés chargés des sports le commencement d'exécution du projet pour lequel une subvention a été accordée, ainsi que son achèvement.

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention, le projet n'a reçu aucun commencement d'exécution, le Directeur général constate la caducité de la décision. Il peut toutefois fixer un délai inférieur ou, exceptionnellement, proroger, sur justification, sa validité pour une période qui ne peut excéder un an.

À compter de la date de déclaration du début d'exécution du projet, le bénéficiaire a quatre ans pour achever son projet. Le Directeur général peut toutefois fixer un délai inférieur.

Lorsque le bénéficiaire de la subvention n'a pas déclaré l'achèvement du projet dans un délai de quatre ans à compter de la date de déclaration du début d'exécution, celui-ci est considéré comme étant terminé. Toutefois, le Directeur général peut, par décision motivée, prolonger le délai d'exécution pour une durée qui ne peut excéder quatre ans, après s'être assuré que le projet initial n'est pas dénaturé et que son inachèvement n'est pas imputable au bénéficiaire. Ne peuvent être prises en compte que les demandes de paiement correspondant à des travaux réalisés avant l'expiration du délai d'exécution. Il est procédé au reversement d'un éventuel trop-perçu.

En ce qui concerne les opérations qui trouvent leur origine dans une décision de financement de l'État antérieure à la mise en place de l'Agence (Centre national pour le développement du sport, contrats de plan État-région, enveloppe nationale 2018...), les délais de forclusion courent à compter de la notification de la subvention initiale et, le cas échéant, des décisions de prorogation prises par l'autorité alors compétente.

SECTION 2 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DIFFÉRENTES CATEGORIES DE SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

Les dispositions qui suivent s'appliquent, chacune pour ce qui les concerne, aux différentes catégories de subventions d'équipement sportif attribuées par l'Agence.

2-10 Subventions attribuées pour des équipements de niveau local et dans le cadre du Plan Aisance Aquatique

2-10-1 Équipements situés en territoire carencés

Les subventions sont attribuées dans les conditions qui suivent.

Pour être éligibles à un financement de l'Agence, les projets présentés doivent répondre à deux conditions cumulatives : concerner des types d'équipements particuliers (A) et se situer dans des territoires carencés et spécifiques (B).

A – Types d'équipements éligibles

Au titre du Plan Aisance Aquatique, les piscines (tous gabarits de bassin y compris modulaires et mobiles en vue de favoriser l'apprentissage de la natation) pourront être financées. Les bassins de natation extérieurs devront être ouverts au minimum 9 mois dans l'année.

Au titre de l'enveloppe des équipements de niveau local, seuls les équipements éligibles suivants pourront être financés :

- les salles multisports (gymnases dotés d'équipements dédiés à la pratique sportive) ;
- les autres types d'équipements sportifs spécialisés destinés à la pratique sportive en club ;
- les équipements de proximité en accès libre (terrains de basket 3x3, plateaux multisports, plateaux de fitness, parcours de santé, etc.) ;
- l'achat de matériel lourd spécifique destiné à la pratique sportive.

B – Territoires éligibles

Pour être éligibles, les projets, devront répondre à deux critères cumulatifs. Ils devront être situés dans un bassin de vie effectivement en situation de sous-équipement et être situés :

- soit dans les Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV) ou leurs environs immédiats ;
- soit en territoires ruraux correspondant au moins à l'une des 3 situations suivantes :
 - en Zone de Revitalisation Rurale (ZRR),
 - dans une commune appartenant à une intercommunalité couverte par un contrat de ruralité,
 - dans un bassin de vie rural comprenant au moins 50 % de la population en ZRR.

C – Taux de financement

Le financement prendra en compte la notion de dépense subventionnable dans les limites d'un plafond déterminé pour certains types d'équipement auquel sera appliqué un taux maximum d'aide de 20 %.

Pour les équipements de proximité en accès libre et les équipements entrant dans une stratégie de développement sportif spécifique, la demande de subvention pourra atteindre 50 % de la dépense subventionnable dans la limite d'un plafond fixé par le Directeur général de l'Agence.

2-10-2 Subventions attribuées aux projets visant à permettre aux personnes handicapées d'accéder à la pratique sportive

Pour aider les maîtres d'ouvrage à effectuer les travaux permettant de rendre accessibles aux personnes handicapées les équipements sportifs existants, conformément aux dispositions de la loi n°2005-102 du 11 février 2005 relative à l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les équipements sportifs peuvent être mis en accessibilité dès lors qu'une pratique sportive encadrée en faveur des personnes en situation de handicap est identifiée. Ils ne sont soumis à aucun critère géographique d'éligibilité.

Les constructions d'équipements neufs ne sont pas éligibles, ces constructions devant être réglementairement accessibles à tous les types de handicaps dès leur conception. Toutefois, par exception à cette règle, les opérations de construction d'équipements sportifs neufs destinés principalement à la pratique sportive des personnes en situation de handicap sont éligibles.

L'acquisition de matériels spécifiques nécessaires à la pratique sportive des personnes handicapées et les véhicules de type minibus, aménagés pour le transport des sportifs handicapés, sont éligibles aux financements de l'Agence. Les véhicules non aménagés destinés au transport de sportifs handicapés mentaux, peuvent être financés dès lors qu'ils sont acquis par la fédération française du sport adapté, ou un de ses comités départementaux ou régionaux ou par les fédérations délégataires pour la pratique sportive des personnes en situation de handicap mental et psychique.

Le financement prendra en compte la notion de dépense subventionnable dans les limites d'un plafond déterminé pour certains types d'équipement auquel sera appliqué un taux maximum d'aide de 80 %.

2-10-3 Subventions attribuées aux projets d'équipements sportifs sinistrés

Le financement d'équipements sportifs sinistrés est éligible quand le porteur de projet doit faire face à des circonstances exceptionnelles et bénéficiant d'un arrêté ministériel portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle publié au Journal Officiel. Ils ne sont soumis à aucun critère géographique d'éligibilité.

Le financement prendra en compte la notion de dépense subventionnable dans les limites d'un plafond déterminé pour certains types d'équipement auquel sera appliqué un taux maximum d'aide de 20 % auquel le Comité de programmation pourra déroger.

Le montant de la subvention accordée ne peut être supérieur au montant subventionnable des travaux restant à la charge du maître d'ouvrage, après prise en compte des indemnités d'assurance et des concours financiers de toute nature. Le montant de la subvention est réduit en conséquence et il est procédé au reversement d'un éventuel trop perçu.

2-10-4 Subventions attribuées aux projets d'équipements entrant dans une stratégie de développement sportif spécifique

Cette enveloppe a vocation à financer des équipements sportifs entrant dans une stratégie de développement sportif spécifique. Elle a également pour but de favoriser l'impact des projets sportifs fédéraux en associant au mieux les politiques de développement, d'emplois et d'équipements sportifs.

Tous les territoires sont éligibles à l'exception des territoires ultramarins et de la Corse sauf lorsqu'il s'agit de projets fédéraux multi-territoriaux.

Les projets situés en territoires carencés : quartiers de la politique de la ville (QPV) ou leurs environs immédiats, zones de revitalisation rurale (ZRR), communes appartenant à une intercommunalité couverte par un contrat de ruralité ou bassins de vie comprenant au moins 50 % de population en ZRR seront prioritaires.

Les projets sont à déposer auprès des services déconcentrés de l'État à l'exception des projets fédéraux qui portent sur plusieurs régions.

Le taux maximal de la demande subvention est de 50 % du montant subventionnable.

Le Conseil d'administration autorise le Directeur général à attribuer une subvention d'équipement sans avis préalable du Comité de programmation dans la limite d'un plafond d'engagement inférieur à 500 000 € par projet et dans la limite de l'enveloppe. Pour toute demande de subvention supérieure ou égale à 500 000 €, l'avis préalable du Comité de programmation sera sollicité par le Directeur général. Le Directeur général tient informé le Comité de programmation et rend compte de l'utilisation de l'enveloppe au Conseil d'administration de l'année civile en cours ou suivante des décisions prises dans le cadre de cette enveloppe.

Les projets devront être mis en œuvre dans les 9 mois suivant la notification de la subvention.

2-11 Subventions attribuées dans le cadre du plan de développement des équipements sportifs en outre-mer et en Corse.

Pour tenir compte de la situation particulière des territoires d’outre-mer et de la Corse, il est institué un plan de développement pour aider à la construction, à la rénovation des équipements sportifs, à la réalisation d’équipements de proximité en accès libre, (ou gratuit, en outre-mer, dans le cas où un gardiennage serait nécessaire pour des raisons sécuritaires), à l’éclairage ou la couverture des équipements extérieurs existants, à la mise en accessibilité d’équipements sportifs, à l’aménagement d’équipements sportifs scolaires pour les ouvrir ou améliorer la pratique encadrée par des associations sportives, et à l’acquisition de matériel lourd fédéral dans les territoires ultramarins et en Corse.

Le financement prendra en compte la notion de dépense subventionnable dans les limites d’un plafond déterminé pour certains types d’équipement auquel sera appliqué un taux d’aide proposé par le Comité de programmation ou la Conférence des financeurs.

2-12 Subventions attribuées pour le Plan de relance en matière de rénovation énergétique

En vue de transformer et moderniser le parc public des équipements sportifs français, la rénovation énergétique constitue un axe fondamental pour répondre également à l’urgence climatique. Cette exigence de réduction de la consommation énergétique s’inscrit dans la continuité de celle fixée par la loi ELAN pour la majorité des bâtiments tertiaires. Cette enveloppe exceptionnelle a pour vocation de financer une rénovation globale de l’équipement sportif comprenant une rénovation énergétique totale ou uniquement les travaux de rénovation énergétique des équipements sportifs.

Les projets déposés par les porteurs de projet seront transmis par les services déconcentrés à l’Agence au fil de l’eau afin que les porteurs de projet puissent réaliser très rapidement leurs travaux. Le taux de l’avance est de 30 % et le taux de l’acompte pourra atteindre 90 %.

2-13 Subventions attribuées pour les centres de préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) de Paris en 2024

Les opérations éligibles sont l’aménagement, la reconversion, la rénovation ou la construction d’équipements sportifs et annexes référencés Centres de préparation aux JOP de Paris en 2024 ainsi que l’acquisition de matériels sportifs dont ceux nécessaires à l’optimisation de la performance.

Les représentants de l’État en charge des sports en régions métropolitaines et en territoires ultramarins priorisent au moins un site nécessitant un financement parmi les candidatures retenues. Ces dossiers de demande de subvention éligibles, complets et conformes au cahier des charges de l’appel à projet sont transmis par les représentants de l’État au Directeur général de l’Agence.

Le choix des bénéficiaires est opéré après examen par un comité de pilotage qui se substitue au Comité de programmation de l’Agence. Ce comité de pilotage présidé par le Directeur général de l’Agence comprend deux représentants du Ministère chargé des sports, un représentant de la SOLIDEO, un représentant de Paris 2024, un représentant de la Délégation Interministérielle aux Jeux Olympiques et Paralympiques (DIJOP), un représentant de l’association des services déconcentrés de l’État en charge des sports et de deux représentants de l’Agence dont un représentant du Pôle de la Haute Performance.

Le Directeur général soumet les demandes de subvention d’équipement à l’examen du comité de pilotage qui émet un avis sur celles-ci, sur le choix des bénéficiaires et sur les montants à attribuer.

Le comité de pilotage appuiera sa stratégie de choix des bénéficiaires afin de tenir compte d’un équilibre territorial et sportif.

Le Directeur général de l’Agence notifie les subventions aux bénéficiaires.

Toute dérogation à ce règlement devra être validée au préalable par le comité de pilotage.

2-14 Subventions attribuées pour le Haut Niveau et la Haute Performance

L'organisation des Jeux olympiques et paralympiques de 2024 nécessite que l'Agence accompagne des projets d'investissement en équipements sur l'ensemble du territoire national au service de la haute performance. Ces projets devront se faire en cohérence avec la stratégie partagée entre l'Agence et les fédérations sportives.

Les critères d'éligibilité et les modalités d'instruction des dossiers seront précisés dans une note de service à destination des services déconcentrés chargés des sports, des associations nationales d'élus représentatives des collectivités territoriales, du mouvement sportif et du monde économique.

Le soutien financier des équipements devra se faire en cohérence avec les axes stratégiques définis au sein des contrats de performance signés entre les fédérations et l'Agence.

Dans le cadre de la création des guichets uniques de la performance s'appuyant sur les centres de ressources, d'expertise de performance sportive (CREPS), les écoles nationales et les organismes publics équivalents (OPE), l'Agence souhaite doter ces établissements en matériels de haute technologie et en équipements conformes aux exigences du sport de haut niveau. Cet investissement doit se faire en cohérence avec les axes stratégiques définis au sein des conventions signées entre ces établissements et l'Agence.

A - Équipements éligibles

Les types d'équipements éligibles sont les suivants :

- Les équipements sportifs structurants au profit de la préparation des sportifs relevant du « Cercle HP » de l'Agence ;
- Les équipements sportifs structurants nécessaires à la bonne mise en œuvre des Projets de Performance Fédéraux (PPF) ;
- Les matériels spécifiques relatifs à l'optimisation de la performance à destination des sportifs de haut niveau et de haute performance et des « staffs intégrés » : matériels de tests, de profilage et d'entraînement permettant la mesure des observables des schémas psychomoteurs (wattbike, optojump, machines iso-cinétiques, matériel de mesure d'impédancemétrie.....), matériels permettant l'entraînement en environnement contrôlé (altitude, chaleur, humidité), matériels de préparation physique et mentale, matériels de réathlétisation, matériels de récupération et matériels médical ou paramédical nécessaires notamment au suivi longitudinal et à la surveillance médicale réglementaire (SMR).

B – Travaux éligibles

Les travaux éligibles sont les suivants :

- les opérations de construction d'équipements sportifs neufs ;
- les opérations de rénovation lourde et structurante d'équipements sportifs, incluant la mise en accessibilité aux personnes en situation de handicap ;
- l'acquisition de matériels spécifiques haute performance et d'optimisation de la performance.

C – Taux de financement

Concernant le matériel, le financement par l'Agence nationale du Sport pourra atteindre 80 % du montant subventionnable des projets proposés.

Concernant les équipements structurants, le financement par l'Agence nationale du Sport pourra atteindre 25 % du montant subventionnable des projets proposés.

Dans le cadre d'équipements directement reliés à la préparation des JOP 2024, le financement de l'Agence pourra atteindre 80 % du montant subventionnable.

2-14-1 Soutien aux équipements fédéraux

A - Les bénéficiaires

Sont éligibles à ce dispositif, les fédérations sportives agréées par le ministère chargé des sports, délégataires d'au moins une discipline reconnue de haut niveau, et leurs structures affiliées ou tout autre porteur associatif accueillant une structure des PPF.

B - Modalités d'organisation

Les demandes de subvention émergeront du dialogue relatif aux projets de haute performance partagés entre les fédérations et les conseillers experts haute performance de l'Agence. Les critères d'éligibilité et les modalités d'instruction et de traitement des dossiers sont précisés annuellement dans une note de service.

Une commission spécifique Haute performance, qui sera composée du Manager Général à la Haute Performance et des experts Haute Performance identifiés sur cette thématique, procèdera à la ventilation des crédits.

2-14-2 Soutien aux équipements des CREPS et OPE

A – Les Bénéficiaires

Sont éligibles à ce dispositif, les centres de ressources d'expertise et de performance (CREPS) et organismes publics équivalents (OPE) ainsi que les régions ou autres collectivités territoriales propriétaires des locaux affectés aux établissements, dans le cadre exclusif des projets portés par ces derniers.

Les établissements justifieront d'un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la collectivité pour tout projet de construction sur budget propre.

B - Modalités d'organisation

Les demandes de subventions émergeront du dialogue entre les établissements et l'Agence dans le cadre du projet de haut niveau et de haute performance du territoire concerné.

Les critères d'éligibilité et les modalités d'instruction et de traitement des dossiers seront précisés annuellement dans une note de service.

Une commission spécifique Haute performance, qui sera composée du Manager Général à la Haute Performance et des experts Haute Performance identifiés sur cette thématique, procèdera à la ventilation des crédits.

2-15 Conditions particulières d'application du règlement pour certaines catégories d'équipements sportifs

Le Directeur général peut adopter après avis du Comité de programmation des équipements sportifs, pour certaines catégories d'équipements sportifs, des conditions particulières d'application du présent règlement. Ces documents sont élaborés en étroite liaison avec les représentants de l'État, les fédérations

sportives ayant reçu délégation pour les disciplines sportives concernées, les représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements auxquels pourra être associé un représentant du monde économique.

Ces conditions particulières peuvent compléter les dispositions du présent règlement par :

- la définition de priorités quant au type ou aux caractéristiques des équipements sportifs concernés,
- la fixation, pour certains types d'équipement, de montants plafonds pour la détermination de la dépense subventionnable.

ARTICLE 3 VERSEMENT ET REVERSEMENT DES SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT

Les dispositions suivantes s'appliquent pour le versement et le reversement des subventions accordées conformément aux dispositions du présent règlement.

3-1 Versement des subventions d'équipement

La décision d'attribution ou la convention de financement passée avec le bénéficiaire ou son mandataire peut prévoir le versement d'une avance dont le taux ne pourra excéder 30 % du montant prévisionnel de la subvention lors du commencement d'exécution du projet et/ou le versement d'acomptes au fur et à mesure de l'avancement du projet. Le montant des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention. Ce taux peut être porté à 90 % pour les projets dont le délai de réalisation excède quatre ans étant entendu que l'éventuelle avance initialement versée est impérativement incluse dans le montant total des acomptes.

Lorsque le porteur de projet est une association, il n'est pas liquidé d'avances pour les montants inférieurs à 5 000 euros ou acomptes de montants inférieurs à 10 000 euros ;

Lorsque le porteur de projet est une collectivité territoriale ou un de ses groupements, il n'est pas liquidé d'avances pour les montants inférieurs à 15 000 euros ou acomptes de montants inférieurs à 50 000 euros.

Dans les cas prévus à l'article 2-7 (subventions pour réalisation d'études préalables, maîtrise d'ouvrage non assurée par le porteur de projet), la subvention accordée est versée dans les conditions fixées par la convention de financement.

Les demandes de mise en paiement de la subvention, qu'il s'agisse du montant total, d'une avance, d'un acompte ou du solde sont adressées par le porteur de projet aux services déconcentrés chargés des sports qui ont instruit leurs dossiers. Les demandes de solde ou de paiement unique sont adressées à ces services par courrier recommandé avec accusé de réception.

Les services déconcentrés transmettent au Directeur général de l'Agence nationale du Sport dans les meilleurs délais une proposition de paiement certifiée par leurs soins. La certification atteste de la conformité des travaux au projet, de sa réalisation à hauteur des justificatifs produits et de l'éligibilité des dépenses au projet subventionné (ce contrôle s'effectue au vu des factures et autres justificatifs produits par le maître d'ouvrage).

En l'absence de réception de ces documents par les services déconcentrés au terme d'une période de douze mois à compter de la dernière facture acquittée ou de la date notifiée sur le procès-verbal de fin de travaux en cas de marchés publics, aucun paiement ne pourra intervenir au profit du bénéficiaire ou de son mandataire. La période de douze mois pourra être renouvelée une fois sur demande motivée adressée par courrier au Directeur général de l'Agence qui décidera des suites à donner.

Le Directeur général procède à la liquidation, au vu de la proposition de paiement et des pièces justificatives énoncées dans la décision attributive.

3-2 Ordonnancement et mode de règlement

Les subventions sont ordonnancées par le Directeur général, pour mise en paiement par l'Agent comptable.

L'Agent comptable prend en charge ces dépenses et procède au règlement des sommes dues par virement directement sur le compte bancaire ou postal du bénéficiaire ou de son mandataire.

3-3 Reversement

Le Directeur général émet un ordre de reversement à hauteur des sommes indûment versées. Le recouvrement est assuré par l'Agent comptable.

ARTICLE 4 MODIFICATION DU REGLEMENT

Le présent règlement ne peut être modifié que par le Directeur général de l'Agence.

Fait à Ivry-sur-Seine, le 2 juin 2021

ANNEXE 5.1

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
& PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER**

-

CIV ENVELOPPE NATIONALE

**NOTICE - PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN QPV DES TERRITOIRES DEMONSTRATEURS -
DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES - CREDITS GERES AU NIVEAU NATIONAL**

Aucun dossier ne doit être transmis directement au siège de l'Agence nationale du Sport.

Tous les porteurs de projet doivent prendre l'attache des services déconcentrés de l'État chargés des sports, de leur département ou de leur région (DRAJES/SDJES), avant de constituer leur dossier de demande de subvention. Leurs coordonnées sont disponibles sur le site de l'Agence nationale du Sport : <http://www.agencedusport.fr/Subventions-equipements-264>

A noter : Depuis le 1^{er} janvier 2021, dans le cadre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat, les DRAJES, Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, se sont substituées aux DRDJSCS et les SDJES, Services départementaux à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, aux DDCS.

Une fois finalisé, le dossier doit être déposé auprès des DRAJES/SDJES du département ou de la région de localisation de l'équipement.

Les DRAJES/SDJES sont chargés de vérifier l'éligibilité et la complétude des dossiers. Une fois cette vérification faite, les dossiers instruits sont transmis au niveau régional pour **délivrance d'un accusé de réception au porteur de projet autorisant ce dernier à démarrer les travaux mais ne valant pas promesse d'attribution d'une subvention.**

Pièces obligatoires constitutives du dossier de demande de subvention à fournir par le porteur de projet

Lettre signée du porteur de projet demandant une subvention à l'Agence nationale du Sport ;

Formulaire de demande de subvention dûment complété en version papier et Excel (onglet 2) ;

Attestation de propriété ou copie du titre d'occupation du terrain ou des bâtiments pour une durée minimale variant en fonction du type d'équipement (cf. règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement). Elle n'est pas requise pour les équipements mobiles ;

Plan de financement prévisionnel sur papier à en-tête et signé du représentant légal à présenter en hors taxe pour les collectivités territoriales et en TTC pour les associations (fournir une copie des décisions de subventions déjà attribuées) ;

Attestation de non commencement de l'opération. Concernant l'acquisition d'équipements mobiles, le porteur de projet ne doit pas avoir passé commande ;

Délibération de l'organe compétent du porteur de projet, approuvant le projet et précisant le coût prévisionnel de l'équipement ;

Devis estimatif de l'opération détaillé, par lot pour les équipements structurants. Les devis établis par les maîtres d'ouvrage sont fournis sur papier à en-tête et signés du représentant légal ;

Dossier technique au stade de l'avant-projet détaillé a minima et comportant les plans des ouvrages projetés (pour les équipements structurants tels que piscines, gymnases, etc.) ;

Note d'opportunité décrivant le projet et l'intérêt de l'équipement pour le développement de la pratique sportive organisée par les associations et les clubs agréés ;

Attestation sur papier à en-tête et signée du représentant légal précisant que l'équipement sera utilisé pour la pratique sportive organisée par des associations et clubs agréés et décrivant les conditions d'utilisation de l'équipement sportif. Cette attestation devra être accompagnée d'un planning d'utilisation et/ou lorsqu'elles existent, de copie(s) des convention(s) d'usage. (sauf pour les équipements de proximité en accès libre et lorsque le porteur de projet est une association sportive) ;

Outre les documents mentionnés ci-avant, le porteur de projet devra fournir les documents suivants :

Cas des mandataires : convention liant le mandataire et le mandant

Cas des associations :

Copie de la publication au Journal Officiel OU copie du récépissé de la déclaration en Préfecture de la création de l'association ;

Statuts de l'association et liste des membres du Conseil d'administration et du bureau ;

Bilans comptables des deux dernières années signés du représentant légal ;

Attestation certifiant que l'association est en règle au regard des obligations fiscales et sociales ainsi que des cotisations et paiements correspondants.

NB 1 : Les attestations demandées peuvent faire l'objet d'un unique document.

NB 2 : Pour simplifier la procédure en cas d'obtention d'une subvention, il est recommandé de fournir également un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

**PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN QPV DES TERRITOIRES DEMONSTRATEURS
DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES - CREDITS GERES AU NIVEAU NATIONAL**

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION 2021

A. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

N°Projet SES (réservé à la DRAJES/SDJES) :

1. Situation géographique de l'équipement

| | |
|--|--|
| Adresse de l'équipement | |
| Commune d'implantation de l'équipement | |
| Département (intitulé et n°) | |
| Région | |

2. Caractéristiques géographiques de la localisation de l'équipement

OUI/NON

| | |
|---|--|
| Equipement situé dans un bassin de vie carencé en équipements sportifs correspondant à celui objet de la présente demande | |
| Equipement situé dans ou à proximité immédiate d'un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) | |
| Si oui, indiquer le nom et le n° du QPV : | |
| Ce QPV figure-t-il parmi les QPV ultra carencés identifiés en annexe ? | |
| Si oui, indiquer le nom et le n° du QPV : | |
| Equipement situé dans une commune dans laquelle existe une cité éducative | |
| Si oui, indiquer laquelle : | |
| Equipement situé dans un QPV éligible au titre du NPNRU | |
| Si oui, indiquer le nom et le n° du QPV | |

3. Identification du porteur de projet

| | |
|---|--|
| Nom du porteur de projet | |
| Type de porteur de projet (collectivité, groupement de collectivités, associations sportives, etc.) | |
| Adresse postale du porteur du projet (pour toute communication avec l'Agence) | |
| Date de délibération relative au projet | |
| N° de SIRET | |

4. Identité du représentant légal (Maire, Président)

| | |
|------------------|--|
| Nom | |
| Prénom | |
| Qualité/Fonction | |
| Adresse complète | |
| Téléphone | |
| Courriel | |

5. Identité de la personne ressource auprès de laquelle les informations peuvent être vérifiées ou complétées

| | |
|------------------|--|
| Nom | |
| Prénom | |
| Qualité/Fonction | |
| Adresse complète | |
| Téléphone | |
| Courriel | |

B. NATURE DE L'OPERATION

| 1. Nature des travaux envisagés* | |
|---|--|
| <p>Décrire de façon synthétique l'opération en précisant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les caractéristiques et les dimensions de l'équipement sportif <p>Pour les bassins de natation, préciser les types de bassins (apprentissage, sportif, mixte, etc.), la dimension, la profondeur et le nombre de couloirs de chaque bassin.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La nature des travaux (préciser le type de travaux, les lots de travaux et les espaces concernés par les travaux) | |

| 2. Utilisation de l'équipement* | |
|--|--|
| <p>Décrire l'intérêt du projet pour le développement de la pratique sportive organisée par les clubs et les associations sportives agréés.</p> | |

*Ces informations synthétiques devront être détaillées dans la note d'opportunité (voir liste des pièces à fournir dans l'onglet Notice)

C. INFORMATIONS FINANCIERES ET JURIDIQUES (en euros HT pour les collectivités territoriales et en euros TTC pour les associations)

| 1. Plan de financement du projet (fournir une copie des décisions de subventions déjà attribuées) | |
|--|----------------|
| | Montant (en €) |
| Coût total de l'opération | |
| Montant subventionnable (dépenses éligibles) | |
| Participation du porteur de projet (20 % minimum du coût total du projet, les apports privés pouvant être inclus dans la participation du porteur de projet, sauf exception relevant de l'article 9 de la Loi L 111-10 du CGCT relatif aux quartiers NPNRU.) | |
| Participation du conseil régional/territorial | |
| Participation du conseil départemental | |
| Autres concours financiers (DETR, DSIL, FNADT, FEDER, etc.) | |
| Montant de la demande de financement à l'Agence nationale du Sport (≤ à 80 % du montant subventionnable) | |

| 2. Situation juridique du terrain ou des bâtiments concernés* | | OUI/NON |
|--|--|---------|
| Le porteur de projet est-il propriétaire du terrain? | | |
| Si non, préciser le titre de l'occupation (nature et durée) : | | |

*Pas nécessaire dans le cas d'équipements mobiles

| 3. Nature juridique du projet (pour les collectivités territoriales uniquement) | |
|---|--|
| Préciser le montage juridique de l'opération (Maîtrise d'Ouvrage Public (MOP), Délégation de Service Public (DSP), Marché de partenariat, Marché global de performance, etc.) : | |

| 4. Gestion prévue de l'équipement (pour les collectivités territoriales uniquement) | |
|---|--|
| Préciser le type de gestion envisagée (régie, concession, délégation de Service Public (DSP), etc.) : | |

| 5. Echancier prévisionnel du projet | |
|--|--|
| Date prévisionnelle de début de travaux | |
| Date prévisionnelle de fin de travaux | |

1. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES ET SPORTIVES DE L'EQUIPEMENT AU REGARD DU RECENSEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS RES/DATA E

| | | |
|--|--|----------------|
| 1. Installation concernée par l'opération (il convient de prendre contact avec les services déconcentrés de l'État chargés des sports afin de renseigner cette partie du formulaire) | | OUI/NON |
| Une installation sportive nouvelle ? | | |
| Une installation sportive existante ? | | |
| Si oui, indiquer le numéro de l'installation sportive concernée | | |
| 2. Identification des équipements* concernés par les travaux *Un équipement est dédié à une pratique sportive. Il peut y avoir plusieurs équipements au sein d'une même installation sportive. | | OUI/NON |
| Création d'un ou plusieurs équipements sportifs au sein de l'installation : <i>Il convient de prendre contact avec les services déconcentrés de l'État chargés des sports afin de compléter la fiche spécifique relative aux Caractéristiques physiques et sportives de l'installation et de(s) équipement(s) projeté(s).</i> | | |
| Les travaux concernent <u>l'ensemble</u> des équipements sportifs de l'installation : | | |
| Si oui, préciser la nature des travaux : | | |
| Les travaux concernent <u>certain</u> s des équipements sportifs de l'installation : | | |
| Si oui, préciser pour chaque équipement concerné : | | |
| • Numéro de l'équipement : | | |
| - Type de travaux / Description des travaux : | | |

ANNEXE 5.2

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
& PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER**

-

CIV ENVELOPPE REGIONALE

NOTICE - PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN QPV METROPOLITAINS (HORS CORSE) - DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES - CREDITS GERES AU NIVEAU REGIONAL

Aucun dossier ne doit être transmis directement au siège de l'Agence nationale du Sport.

Tous les porteurs de projet doivent prendre l'attache des services déconcentrés de l'État chargés des sports, de leur département ou de leur région (DRAJES/SDJES), avant de constituer leur dossier de demande de subvention. Leurs coordonnées sont disponibles sur le site de l'Agence nationale du Sport : <http://www.agencedusport.fr/Subventions-equipements-264>

A noter : Depuis le 1er janvier 2021, dans le cadre de la réforme de l'organisation territoriale de l'Etat, les DRAJES, Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, se sont substituées aux DRDJSCS et les SDJES, Services départementaux à la jeunesse, à l'engagement et aux sports, aux DDCS.

Une fois finalisé, le dossier doit être déposé auprès des DRAJES/SDJES du département ou de la région de localisation de l'équipement.

Les DRAJES/SDJES sont chargés de vérifier l'éligibilité et la complétude des dossiers. Une fois cette vérification faite, les dossiers instruits sont transmis au niveau régional pour **délivrance d'un accusé de réception au porteur de projet autorisant ce dernier à**

Pièces obligatoires constitutives du dossier de demande de subvention à fournir par le porteur de projet

Lettre signée du porteur de projet demandant une subvention à l'Agence nationale du Sport ;

Formulaire de demande de subvention dûment complété en version papier et Excel (onglet 2) ;

Attestation de propriété ou copie du titre d'occupation du terrain ou des bâtiments pour une durée minimale variant en fonction du type d'équipement (cf. règlement d'intervention relatif aux subventions d'équipement). Elle n'est pas requise pour les équipements mobiles ;

Plan de financement prévisionnel sur papier à en-tête et signé du représentant légal à présenter en hors taxe pour les collectivités territoriales et en TTC pour les associations (fournir une copie des décisions de subventions déjà attribuées) ;

Attestation de non commencement de l'opération. Concernant l'acquisition d'équipements mobiles, le porteur de projet ne doit pas avoir passé commande ;

Délibération de l'organe compétent du porteur de projet, approuvant le projet et précisant le coût prévisionnel de l'équipement ;

Devis estimatif de l'opération détaillé, par lot pour les équipements structurants. Les devis établis par les maîtres d'ouvrage sont fournis sur papier à en-tête et signés du représentant légal ;

Dossier technique au stade de l'avant-projet détaillé a minima et comportant les plans des ouvrages projetés (pour les équipements structurants tels que les gymnases, etc.) ;

Note d'opportunité décrivant le projet et l'intérêt de l'équipement pour le développement de la pratique sportive organisée par les associations et les clubs agréés ;

Attestation sur papier à en-tête et signée du représentant légal précisant que l'équipement sera utilisé pour la pratique sportive organisée par des associations et clubs agréés et décrivant les conditions d'utilisation de l'équipement sportif. Cette attestation devra être accompagnée d'un planning d'utilisation et/ou lorsqu'elles existent, de copie(s) des convention(s) d'usage. (sauf pour les équipements de proximité en accès libre et lorsque le porteur de projet est une association sportive) ;

Outre les documents mentionnés ci-avant, le porteur de projet devra fournir les documents suivants :

Cas des mandataires : convention liant le mandataire et le mandant

Cas des associations :

Copie de la publication au Journal Officiel OU copie du récépissé de la déclaration en Préfecture de la création de l'association ;

Statuts de l'association et liste des membres du Conseil d'administration et du bureau ;

Bilans comptables des deux dernières années signés du représentant légal ;

Attestation certifiant que l'association est en règle au regard des obligations fiscales et sociales ainsi que des cotisations et paiements correspondants.

NB 1 : Les attestations demandées peuvent faire l'objet d'un unique document.

NB 2 : Pour simplifier la procédure en cas d'obtention d'une subvention, il est recommandé de fournir également un Relevé d'Identité

**PLAN DE RATTRAPAGE DES EQUIPEMENTS SPORTIFS EN QPV METROPOLITAINS (HORS CORSE) -
DEVELOPPEMENT DES PRATIQUES - CREDITS GERES AU NIVEAU REGIONAL**

DOSSIER DE DEMANDE DE SUBVENTION 2021

A. INFORMATIONS ADMINISTRATIVES

N°Projet SES (réservé à la DRAJES/SDJES) :

1. Crédits régionaux CIV - Enveloppe des équipements sportifs de niveau local (Hors Outre-mer et Corse)

| | OUI/NON |
|---|---------|
| Équipements structurants (hors piscine) | |
| Équipements de proximité en accès libre | |

2. Situation géographique de l'équipement

| | |
|--|--|
| Adresse de l'équipement | |
| Commune d'implantation de l'équipement | |
| Département (intitulé et n°) | |
| Région | |

3. Caractéristiques géographiques de la localisation de l'équipement

| | OUI/NON |
|---|---------|
| Équipement situé dans un bassin de vie carencé en équipements sportifs correspondant à celui objet de la présente demande | |
| Équipement situé dans ou à proximité immédiate d'un Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) | |
| Si oui, indiquer le nom et le n° du QPV : | |
| Ce QPV figure-t-il parmi les QPV ultra carencés identifiés en annexe ? | |
| Si oui, indiquer le nom et le n° du QPV : | |
| Équipement situé dans une commune dans laquelle existe une cité éducative | |
| Si oui, indiquer laquelle : | |
| Équipement situé dans un QPV éligible au titre du NPNRU | |
| Si oui, indiquer le nom et le n° du QPV | |

4. Identification du porteur de projet

| | |
|---|--|
| Nom du porteur de projet | |
| Type de porteur de projet (collectivité, groupement de collectivités, associations sportives, etc.) | |
| Adresse postale du porteur du projet (pour toute communication avec l'Agence) | |
| Date de délibération relative au projet | |
| N° de SIRET | |

5. Identité du représentant légal (Maire, Président)

| | |
|------------------|--|
| Nom | |
| Prénom | |
| Qualité/Fonction | |
| Adresse complète | |
| Téléphone | |
| Courriel | |

6. Identité de la personne ressource auprès de laquelle les informations peuvent être vérifiées ou complétées

| | |
|------------------|--|
| Nom | |
| Prénom | |
| Qualité/Fonction | |
| Adresse complète | |
| Téléphone | |
| Courriel | |

B. NATURE DE L'OPERATION

1. Nature des travaux envisagés*

Décrire de façon synthétique l'opération en précisant :

• Les caractéristiques et les dimensions de l'équipement sportif

• La nature des travaux (préciser le type de travaux, les lots de travaux et les espaces concernés par les travaux)

2. Utilisation de l'équipement*

Décrire l'intérêt du projet pour le développement de la pratique sportive organisée par les clubs et les associations sportives agréés.

*Ces informations synthétiques devront être détaillées dans la note d'opportunité (voir liste des pièces à fournir dans l'onglet Notice)

C. INFORMATIONS FINANCIERES ET JURIDIQUES

(en euros HT pour les collectivités territoriales, en euros TTC pour les associations)

1. Plan de financement du projet (fournir une copie des décisions de subventions déjà attribuées)

| | Montant (en €) |
|--|----------------|
| Coût total de l'opération | |
| Montant subventionnable (dépenses éligibles) | |
| Participation du porteur de projet (20 % minimum du coût total du projet, les apports privés pouvant être inclus dans la participation du porteur de projet.) | |
| Participation du conseil régional/territorial | |
| Participation du conseil départemental | |
| Autres concours financiers (DETR, DSIL, FNADT, FEDER, etc.) | |
| Montant de la demande de financement à l'Agence nationale du Sport (≤ à 20 % du montant subventionnable pour les équipements sportifs structurants et ≤ 50 % pour les équipements de proximité en accès libre) | |

2. Situation juridique du terrain ou des bâtiments concernés*

OUI/NON

Le porteur de projet est-il propriétaire du terrain?

Si non, préciser le titre de l'occupation (nature et durée) :

*Pas nécessaire dans le cas d'équipements sportifs mobiles

3. Nature juridique du projet (pour les collectivités territoriales uniquement)

Préciser le montage juridique de l'opération (Maîtrise d'Ouvrage Public (MOP), Délégation de Service Public (DSP), Marché de partenariat, Marché global de performance, etc.) :

4. Gestion prévue de l'équipement (pour les collectivités territoriales uniquement)

Préciser le type de gestion envisagée (régie, concession, délégation de Service Public (DSP), etc.) :

5. Echéancier prévisionnel du projet

Date prévisionnelle de début de travaux

Date prévisionnelle de fin de travaux

1. CARACTERISTIQUES PHYSIQUES ET SPORTIVES DE L'EQUIPEMENT AU REGARD DU RECENSEMENT DES EQUIPEMENTS SPORTIFS RES/DATA E

| | | |
|--|--|----------------|
| 1. Installation concernée par l'opération (il convient de prendre contact avec les services déconcentrés de l'État chargés des sports afin de renseigner cette partie du formulaire) | | OUI/NON |
| Une installation sportive nouvelle ? | | |
| Une installation sportive existante ? | | |
| Si oui, indiquer le numéro de l'installation sportive concernée | | |
| 2. Identification des équipements* concernés par les travaux <i>*Un équipement est dédié à une pratique sportive. Il peut y avoir plusieurs équipements au sein d'une même installation sportive.</i> | | OUI/NON |
| Création d'un ou plusieurs équipements sportifs au sein de l'installation : <i>Il convient de prendre contact avec les services déconcentrés de l'État chargés des sports afin de compléter la fiche spécifique relative aux Caractéristiques physiques et sportives de l'installation et de(s) équipement(s) projeté(s).</i> | | |
| Les travaux concernent <u>l'ensemble</u> des équipements sportifs de l'installation : | | |
| Si oui, préciser la nature des travaux : | | |
| Les travaux concernent <u>certain</u> s des équipements sportifs de l'installation : | | |
| Si oui, préciser pour chaque équipement concerné : | | |
| • Numéro de l'équipement : | | |
| - Type de travaux / Description des travaux : | | |